

ECHANGES
BP 241
75866 PARIS CEDEX 18
FRANCE

DESIGNAINE

3 euros

$\mathbf{A} = \begin{bmatrix} 1 & 0 & 0 \\ 0 & 1 & 0 \\ 0 & 0 & 1 \end{bmatrix}$

Bruno Astarian

Le mouvement
des piqueteros

Argentine 1994-2006

Echanges et Mouvement

mai 2007

ÉCHANGES

Bulletin du réseau
« Echanges et
mouvement »
pour abonnement,
informations
et correspondance :
BP 241, 75866 Paris
Cedex 18, France
Sur Internet : [http://
www.mondialisme.org](http://www.mondialisme.org)

Abonnement : 15 euros
pour quatre numéros
comprenant les
brochures publiées dans
l'année.

Les publications
d'Echanges et
mouvement sont
régulièrement déposées
dans les librairies
suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine,
12^e.

Parallèles, 47 rue Saint-
Honoré, 1^{er}.

La Passerelle, 3 rue
Saint-Hubert, 11^e.

Le Point du jour, 58 rue
Gay Lussac, 5^e.

Publico, 145 rue Amelot,
11^e.

Quilombo, 23 rue
Voltaire, 11^e.

à Lyon

La Gryffe, 5 rue
Sébastien-Gryphe, 7^e.

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	3
---------------------------	---

Première partie. Des origines à décembre 2001

1. Premières expériences	5
2. Les deux « Cutralcazo »	9
3. Autres mouvements en province	13
Tartagal-Mosconi	13
Jujuy, mai-juin 1997	15
Cruz del Eje, province de Córdoba	16
4. Buenos Aires	16
5. Montée des luttes en province	20
Río Turbio, 1998	20
Las Heras, 1998-1999	21
Corrientes, juillet-décembre 1999	21
Tartagal-Mosconi, décembre 1999	22
Tartagal-Mosconi, mai 2000	23
6. Argentina piquetera	24
La Matanza, octobre-novembre 2000	25
Sud de la conurbation de Buenos Aires	26
Zone nord de Buenos Aires	26
Tartagal, novembre-décembre 2000	27
Mosconi, février 2001	28
7. Contre-offensive de l'Alliance	28
8. Mosconi : les piqueteros du bâtiment	29
9. Les assemblées nationales de piqueteros	31
10. Les journées de décembre 2001	32

Deuxième partie. La période 2002-2006

1. Après les journées de décembre 2001	34
2. La CTD Anibal Verón et le MTD Solano	36
3. Baisse de popularité des piqueteros	37
4. Création d'un mouvement de chômeuses	42
5. Le cas du secteur pétrolier de la province de Santa Cruz	43

Conclusions et commentaires

1. Nature exceptionnelle du phénomène piquetero	45
2. Limites floues du monde piquetero	47
3. Les revendications des piqueteros	48
4. Frange radicale	49

Annexes

Les organisations piqueteras	56
Index des sigles	58

Cartes

Carte des provinces argentines	6
Carte de la région de Buenos Aires	19

PRÉSENTATION

LE TEXTE QUI SUIT a pour objet de décrire le mouvement que les chômeurs argentins ont développé depuis le début des années de crise, autour de 1995. La crise argentine a produit un mouvement social riche d'expériences nouvelles, et pas seulement dans la section du prolétariat qui était au chômage en raison de la politique de dégraissages, de restructurations et de privatisations qui fut menée à tombeau ouvert par le gouvernement et les patrons. Cependant, mon étude se limite pratiquement au cas des chômeurs, tant pour des raisons de place que parce que les piqueteros argentins constituent un mouvement social exceptionnel justifiant qu'il soit considéré pour lui-même.

Dans l'histoire mondiale du prolétariat, il n'y a pas d'exemple où l'on ait vu les chômeurs développer une activité propre aussi approfondie et construite que celle des piqueteros argentins. Le chômage, même quand il est massif, est le plus souvent considéré et vécu comme l'antichambre du travail, tandis que le chômeur de la célèbre « armée de réserve » est vu comme un travailleur potentiel plus que comme une figure en soi. Le cas de l'Argentine bouscule ces images. Certes, les piqueteros ne se sont pas privés de demander du travail, ainsi qu'on le verra. Mais la façon même dont ils ont agi et se sont organisés pour défendre leurs revendications les a constitués en un mouvement qui, sans être coupé du reste du prolétariat, s'est développé selon une logique à lui, a inventé des modes d'action spécifiquement adaptés à ses conditions propres. Ce mouvement a en quelque sorte promu une identité que le terme de piquetero revendique et résume, et qui lui donne une place à part dans le prolétariat argentin.

Le terme de piquetero vient de « piquet », au sens de barrage. Dans le cas des chômeurs argentins, il ne s'agissait pas de barrer l'entrée ou la sortie d'une usine, mais de barrer la route et d'interdire la circulation. Dès que le prolétariat manifeste, il perturbe la circulation. Avec les piqueteros, on verra que les choses sont allées bien au-delà d'une simple perturbation, puisque l'arrêt de la circulation a pu durer des jours, voire des semaines. C'est une des particularités du mouvement piquetero. C'est pour comprendre comment un tel mouvement, unique au monde, s'est produit que j'ai voulu décrire d'aussi près que possible ses circonstances et ses actions. Au risque de la répétition (et donc de façon beaucoup plus détaillée que dans les pages consacrées aux piqueteros dans une précédente brochure d'Echanges et Mouve-



(1) *L'Argentine de la paupérisation à la révolte, une avancée vers l'autonomie*, Echanges et Mouvement, juin 2002.

ment [1]), j'ai consigné toutes les informations concrètes que j'ai pu rassembler, car je pense que la première chose à faire est de décrire aussi fidèlement que possible ce qui s'est passé. Les piqueteros ont fait l'objet de nombreux commentaires et discussions, mais de peu de descriptions factuelles. Chacun y est allé de son interprétation, mais trop souvent sans donner les faits bruts. Il me semble que le respect élémentaire de ces luttes impose en premier d'en décrire le contenu. C'est la base préalable de toute interprétation, et contribuer à l'établir a été mon souci premier.

J'ai utilisé les sources que j'ai trouvées en France, et des camarades argentins ont corrigé quelques erreurs manifestes. Il en reste sans doute et j'en prendrai connaissance avec intérêt. Pour le reste, j'espère que cette petite étude satisfera la curiosité de ceux qui, comme moi au départ, ont la curiosité de mieux connaître cette forme inhabituelle de lutte qui a rendu les piqueteros célèbres dans le monde entier.

B. A.
Avril 2007



Première partie

DES ORIGINES À DÉCEMBRE 2001

1. Premières expériences

Le terme de piquetero vient de « piquet » qui désigne généralement un groupe de travailleurs barrant l'entrée d'une usine en grève. La pratique argentine a élargi le terme aux barrages routiers. Les piqueteros sont les ouvriers (le plus souvent chômeurs), et très souvent leurs femmes, qui tiennent ce barrage routier. Les premières apparitions du mouvement piquetero ont eu lieu dans la province de Neuquén à la fin de 1994, lorsque l'achèvement de grands travaux de barrages fluviaux dans la région a entraîné une poussée du chômage. A Senillosa, cité-dortoir pour les ouvriers travaillant sur ces barrages, des travailleurs licenciés ont alors commencé à s'organiser en assemblée populaire, d'où sortit la proposition d'établir un barrage routier. Celui-ci se développa et bientôt ce fut toute la localité qui se mit en grève générale.

On trouve dans ces événements des éléments qui seront constants par la suite : l'assemblée populaire, qui regroupe plusieurs catégories sociales, toutes touchées par la crise économique ; la préparation du barrage, qui ne se forme pas dans un brusque accès de rage de la part des chômeurs ; et l'association de la population locale à la lutte, dans ou à côté du barrage proprement dit.

A la même époque, à Neuquén, une coordination de chômeurs s'est constituée, avec la participation notamment de deux organisations trotskystes, le Partido Obrero (PO) et le Movimiento al Socialismo (MAS). Cette coordination couvrait une vingtaine de quartiers et faisait de l'agitation. Sous sa pression, les syndicats furent bientôt contraints d'organiser une manifestation. Elle fut convoquée pour le 9 août 1995, mais la veille, le gouvernement provincial fit passer une loi (dite loi 2128), prévoyant une aide mensuelle de 200 pesos par chef de famille chômeur. Cette initiative désamorça le mouvement, mais pas longtemps, car les chômeurs durent se battre pour obtenir le premier versement (occupation de la *Intendencia* [siège du gouvernement de la province] de Neuquén, de celle de Senillosa...). Le deuxième versement, celui de septembre, n'eut pas lieu. Le 2 octobre, plus de mille chômeurs marchaient sur le siège du gouvernement provincial, l'assiégeaient puis l'envahissaient. Pendant qu'une délégation était reçue par les autorités, la police attaquait les piqueteros et les pourchassait sauvagement dans les quartiers.





La gestion des aides avait été confiée à une commission où se trouvaient l'Eglise, le gouvernement provincial et deux centrales syndicales, la CGT (2) et la CTA (3). La question du contrôle de leur distribution est apparue dès le départ, et elle reviendra de façon constante dans les luttes ultérieures. Car si les fonds ont pour origine la puissance publique (Etat ou autorités locales), leur gestion est restée confiée à des associations, partis ou syndicats, voire à l'Eglise, qui s'en servent de façon clientéliste. Dans bien des cas, les aides aux chômeurs ont été tout ce qu'il restait aux hommes de main péronistes pour maintenir leur influence dans les quartiers ouvriers. Et ce pouvoir leur a été âprement disputé par les syndicats alternatifs et les gauchistes.

C'est à partir de ces expériences locales et d'autres du même type que les aides aux chômeurs se développèrent puis furent formalisés en *planes de trabajo*. Mis au point par le gouvernement fédéral en 1996, les *planes de trabajo* [nous avons gardé l'expression espagnole, car la traduction courante « plans de travail » n'est pas satisfaisante] sont « une occupation temporaire des travailleurs sans emploi, de préférence chefs de famille, et d'une durée de trois à six mois ». L'occupation du chômeur doit être consacrée à des travaux d'infrastructure sociale ou économique, comme le pavage des rues, l'entretien des écoles ou de l'éclairage public. Le travailleur ne reçoit pas un salaire, mais une aide de 200 pesos par mois (réduite ensuite à 150 pesos – environ 36 euros). Ce paiement ne comporte aucune cotisation sociale, de sorte que ses bénéficiaires n'ont pas de protection. Face à cette forme d'assistance liée à l'obligation de travailler, certaines fractions du mouvement piquetero demandaient constamment « 500 pesos pour tous les chômeurs de plus de 16 ans », sans obligation de travail. Le but était que les *planes de trabajo* ne remplacent pas, pour beaucoup moins cher, des emplois déjà existant dans le public ou le privé. En 1996, le nombre de ces *planes* atteignait cent mille, pour la plupart distribués par les autorités locales ; il sera de quatre cent mille en 2000, indique Luis Oviedo dans son livre sur l'histoire du mouvement piquetero (4). On estime qu'en 2003, il y avait deux millions de bénéficiaires des *planes de trabajo*, pour un « salaire » moyen de 150 pesos, ne couvrant qu'un tiers du coût mensuel de la vie (5).

Fin 1995-début 1996, au moment où l'apparente prospérité économique liée à la gestion du ministre des finances Domingo Cavallo cédait le pas à la récession qui allait durer plusieurs années, les initiatives des chômeurs se multiplièrent.

Dans la province de Buenos Aires, où les barrages routiers n'apparaîtront que plus tard, Luis Oviedo signale le cas de Bahia

(2) La Confederación General del Trabajo (CGT) a été fondée en 1930. Etroitement liée aux péronistes, elle est plus un relais du pouvoir qu'un organe de défense des travailleurs.

(3) La Central de los Trabajadores Argentinos (CTA) : centrale syndicale alternative fondée en 1992, principalement par des travailleurs du secteur public, pour s'opposer à la politique de la CGT. La FTV (Federación Tierra y Vivienda) est la branche piquetera de la CTA.

(4) Luis Oviedo: *De las primeras coordinadoras a las assembleas nacionales – una historia del movimiento piquetero*, éd. Rumbos, 2001.

(5) James Petras : *Argentina from popular rebellion to « normal » capitalism*, avril 2004, disponible sur le site Internet de l'auteur : <http://lahaine.org/petras/articulo.php?p=1675&more=1&c=1>

Blanca, où 800 chômeurs plantèrent, en septembre 1995, une tente devant les bureaux de la *Intendencia*. Au bout d'une semaine, ils obtenaient plus de 100 *planes de empleo* (*planes de trabajo* financés par la province).

En novembre 1995 fut fondée la Comisión de Desocupados de La Matanza, également dans la province de Buenos Aires. Cette commission apparut publiquement en organisant, le 19 juin 1996, une manifestation de 1 000 chômeurs qui se dirigea vers la *Intendencia*. Elle fut repoussée par la police et, à la municipalité, personne ne voulut répondre à ses revendications. Plusieurs tendances participaient à la commission : le Frepaso (6), la CTA, le PTP-PCR (7) et le PO (8). Dès le départ, le débat entre ces tendances a été animé. Selon Oviedo, lui-même membre du PO, la discussion portait en particulier sur les objectifs qu'il fallait assigner au mouvement. Fallait-il réclamer une aide systématique de 500 pesos par chômeur et la répartition des heures de travail sans baisse de salaire (PO), ou bien fallait-il demander de la nourriture et des programmes de réactivation de l'industrie et des *planes de trabajo* (PTP-PCR) ? La CTA était favorable à la collaboration avec les PME, et souhaitait que le mouvement des chômeurs soutiennent leurs revendications de crédits et d'aide, dans l'idée qu'elles créeraient ensuite des emplois.

Ce débat a été permanent depuis lors dans le mouvement piquetero. D'un côté, une tendance frontiste veut associer le mouvement des chômeurs et les PME, dans une lutte pour une politique de relance économique. La CTA et le PTP-PCR étaient ainsi favorables aux assemblées multisectorielles, où chômeurs, syndicats ouvriers, petits patrons, curés, etc. se retrouvaient lorsque le chômage et la désindustrialisation ravageaient une communauté et que, souvent sous l'impulsion des chômeurs, elle se révoltait et demandait des aides aux autorités. Cela avait été le cas, par exemple, dans la province de Jujuy, à la fin de l'année 1995. Le syndicat des employés municipaux et provinciaux, en lutte pour le paiement des salaires en espèces plutôt qu'en bons, avait rejoint une assemblée multisectorielle d'intérêts divers qui, eux aussi, souffraient de la ruine des finances de la province. Ce syndicat était dirigé par un membre du PCT-PCR. D'un autre côté, des groupes ou organisations comme le PO voulaient organiser les chômeurs sur une base purement prolétarienne et, à terme, créer un syndicat de chômeurs qui s'intègre dans une centrale de la classe ouvrière, par exemple pour mener à la grève générale – l'objectif mille fois répété du PO.

Autre initiative locale, à Berazategui (au sud-est de la conurbation de Buenos Aires, voir carte page 19), une coordination fut mise en place au début de 1996. En août, elle lança une soupe populaire

(6) Frepaso : Frente País Solidario : parti politique fondé en 1995.

(7) PTP : Partido del Trabajo y del Pueblo
PCR : Partido Comunista Revolucionario : maoïste, fondé en 1966.

(8) Partido Obrero (trotskyste).

hebdomadaire et réclama des aides à la mairie. Celle-ci refusa de donner de l'argent, mais proposa des produits alimentaires. Ils furent acceptés à condition que leur répartition soit assurée par la coordination, et non par les hommes de main du Parti justicialiste (PJ, péroniste).

Syndicats et partis politiques ne furent pas longs à s'intéresser aux chômeurs. En juin 1996, pas moins de quatre-vingt-sept organisations de toute sorte du grand Buenos Aires se réunirent dans le quartier de San Justo pour préparer une marche des chômeurs. En Argentine, ceux-ci ne manquèrent pas d'organiseurs bénévoles ! La « Marche contre la faim, le chômage et la répression » eut lieu le 6 septembre. Elle rassembla mille personnes jusqu'à la place de Mai, la place centrale de la capitale argentine.

2. Les deux Cutralcazo

Les barrages de routes qui ont fait connaître les piqueteros partout dans le monde ont été établis en 1996 à Cutral Co et Plaza Huincul, dans la province de Neuquén. C'est ce qui fut appelé le premier Cutralcazo. Cutral Co et Plaza Huincul sont deux villes qui n'existent que par l'activité d'YPF, la société pétrolière nationale que Carlos Menem, président de 1989 à 1999, décida en 1991 de privatiser. Quatre mille salariés furent licenciés d'un seul coup. D'autres emplois furent supprimés par la suite. Sans guère d'indemnités de licenciement ou de chômage, les habitants se firent bientôt couper le gaz et l'électricité. Non seulement YPF était le principal employeur de ces localités, mais de plus la société avait traditionnellement une politique sociale avancée (protection sociale, logement, loisirs) qui en faisait un état dans l'Etat (9). La réaction des travailleurs licenciés fut d'autant plus forte. Car en plus des licenciements massifs, tout le système de protection sociale fut démantelé pour ceux qui restaient salariés d'YPF.

Après la répression d'octobre 1995, la province de Neuquén avait réduit la valeur des *planes de trabajo* de la loi 2128 à 150 pesos, contre 200 pesos auparavant, tout en vérifiant de plus près qu'avant que cette aide donnait bien lieu à un travail effectif. Elle avait aussi baissé le salaire des professeurs et des employés municipaux. Il y eut toutes sortes de mobilisations contre la dégradation de la situation sociale. Fin avril 1996, 5 000 travailleurs coupèrent les routes pendant quelques heures pour protester contre la baisse des salaires. On voit par là que, dès le départ, la tactique des barrages routiers n'était pas réservée aux chômeurs.

Finalement, la goutte qui fit déborder le vase fut l'échec, en juin 1996, d'une négociation pour l'ouverture d'une usine d'engrais,

(9) Grimson & Kessler : *On Argentina and the Southern Cone*, New York, 2005, p. 160.

qui pourtant ne devait créer que cinquante emplois. Une commission « multisectorielle » appela la population à couper la route principale. La population éleva cinq barrages principaux et plusieurs barrages secondaires pour interdire les accès de la ville. Dès le 19 au soir, la radio locale appelait à venir sur les barrages, et les taxis transportaient gratuitement les gens vers les barrages. Cela laisse penser que la révolte était aidée en sous-main par les adversaires politiques du gouverneur de la province, Felipe Sapag. Par exemple, l'ex-gouverneur Adolfo Grittini payait des camionneurs pour qu'ils apportent des pneus sur les barrages, et donnait 50 pesos la nuit aux jeunes piqueteros pour qu'ils restent sur la route (il récupérait la somme en leur vendant ensuite de l'alcool et de la drogue ; mais le barrage d'Anelo et d'autres barrages mineurs restèrent sans alcool tout au long du conflit).

Le principal barrage était celui de la Torre Uno. C'est là qu'il y avait le plus de monde et le plus de politiciens de tous bords. L'universitaire américain Javier Auyero décrit dans l'article qu'il a consacré à la vie d'un piquet de grève (10) la trajectoire personnelle de Laura, une femme qui deviendra porte-parole des piqueteros sans avoir eu aucune expérience politique ou syndicale antérieure. Ayant entendu dire qu'il y avait de la nourriture et même des langes sur les barrages, elle s'était rendue une première fois à Torre Uno. Elle y retourna quand elle entendit à la radio que certains barrages manquaient de poêles pour faire la cuisine. Se donnant du courage avec sa voisine, et compte tenu du fait que « la vie est si ennuyeuse », elle se rendit sur un autre barrage, celui d'Anelo, parce qu'elle avait entendu dire qu'il s'y trouvait peu de gens et beaucoup de nourriture.

Quand la radio annonça la convocation d'une réunion générale de tous les piquets à Torre Uno, le barrage d'Anelo délégua Laura. Elle découvrit là-bas une réunion de cinq mille personnes où ceux qui étaient au micro tenaient des discours sans rapport avec ce qu'elle considérait comme les préoccupations des gens : du lait, des couches, etc. Elle retourna à Anelo, pour y entendre une avocate venue de Torre Uno dire qu'il fallait laisser passer les camions de pétrole, ce qui allait contre la consigne « personne n'entre ni personne ne sort » (de la ville). Du coup, Laura et les autres piqueteros d'Anelo convoquèrent une autre réunion de délégués de barrages à l'aéroport, sans politiciens. Le soir même, cette réunion dressait un cahier de revendications, première version d'un document que Laura signera finalement avec le gouverneur : des emplois, des aides pour les chômeurs, le report des impôts locaux, le rétablissement du gaz et de l'électricité dans les foyers où ils avaient été coupés. Cette

(10) Voir Javier Auyero, « La vida en un piquete. Biografía y protesta en el sur argentino », in *Apuntes de Investigación del Centro de Estudios en Cultura y Política*, año VI, n° 8, Buenos Aires, junio de 2002.

liste fut approuvée le lendemain par une autre réunion à l'aéroport. Ainsi, dès le départ, il y a une nette césure entre l'utilisation politique des barrages et leur activité à la base pour la défense de revendications propres.

Le blocage dura une semaine. Le matin du 25 juin 1996, un juge et quatre cents gendarmes arrivèrent pour faire lever les barrages. Ils en forcèrent un, mais furent aussitôt confrontés à une manifestation de vingt mille personnes (soit la moitié de la population locale) qui s'avancait vers eux (11). Le juge ordonna aux gendarmes d'arrêter. Le lendemain, une négociation eut lieu avec le gouverneur Sapag, que les piqueteros contraignirent à venir sur le barrage, plutôt que de se rendre dans ses bureaux. De plus, ils refusèrent de se laisser représenter dans cette négociation par les politiciens locaux (12). Le gouverneur céda sur tous les points ; il accepta de créer un « état d'urgence social », de distribuer des emplois publics, des colis alimentaires et de n'exercer aucune représailles contre les piqueteros. Luis Oviedo ajoute que les chômeurs obtinrent le rétablissement du gaz et de l'électricité dans les foyers où ils avaient été coupés, l'attribution d'une aide de 50 pesos à de nombreux chômeurs, ainsi que la réalisation de travaux publics urgents (tels que la construction d'un hôpital). De plus, il fut convenu que le gisement de gaz d'El Mangrullo serait exploité par l'Etat et que sa production serait réservée aux deux villes.

Aussitôt les barrages levés, les autorités montrèrent le peu de souci qu'elles avaient de respecter ces accords et la répression s'accrut contre les piqueteros, tandis que l'administration des aides échappait aux chômeurs au profit d'un organisme « multisectoriel » où se trouvaient aussi les patrons locaux. Ce qu'Oviedo dénonce avec dépit comme une « contre-révolution démocratique ».

Le deuxième Cutralcazo

Le non-respect des premiers accords entraîna la reprise de la lutte, et le second Cutralcazo eut lieu en mars-avril 1997. En mars, les piqueteros coupèrent les routes d'accès aux gisements d'YPF de Rincón de los Sauces et encerclèrent l'aéroport local pour empêcher la venue de María Julia Alsogaray, politicienne notoirement corrompue. En même temps, une grève massive des enseignants se développait. La CTA s'appuya sur elle pour promouvoir la formation d'assemblées multisectorielles. Le 24 mars les grévistes coupèrent les ponts sur la rivière Limay, séparant la ville de Neuquén de l'Etat du Río Negro. Ces ponts furent évacués de manière négociée au bout de deux jours, mais la grève continuait et la pression restait forte. ATEN, le syndicat des fonctionnaires du Neuquén, convo-

(11) Marcela Lopez Levy : *We are millions, Neoliberalism and new forms of political action in Argentina*, Latin American Bureau ed., Londres 2004, p. 84.

(12) *Ibid.*

(13) La participation des femmes à la lutte des piqueteros a été massive dès le départ. Elles ont joué un rôle de premier plan dans le regroupement des chômeurs ; c'est elles qui s'occupaient de l'alimentation, se regroupant et s'aidant pour nourrir leurs familles, puis créant des cantines dont l'approvisionnement était un combat quotidien.

(14) L'expression est de Luis Oviedo, *op. cit.* p. 49. De façon générale, malgré ses limites trotskystes, cet ouvrage est celui qui donne le plus d'informations pour la période 1994-2001, et je ne le cite pas systématiquement en référence pour éviter les répétitions.

qua donc une journée de mobilisation le 9 avril, pour « marcher sur les routes » dans les différentes localités de la province.

A Cutral Co, la police attendit trois jours avant de faire évacuer la route, mais quand elle le fit, elle poursuivit les piqueteros à travers la ville avec une telle sauvagerie que cela provoqua la révolte de la population : quinze mille personnes firent fuir la police après des combats où il y eut de nombreux blessés et où une enseignante, Teresa Rodríguez, fut tuée d'une balle dans le cou (13). S'étant rendue maîtresse de la ville et de la route, la population reconstruisit les barricades et forma une assemblée populaire (probablement proche d'une multisectorielle) qui dirigea de fait la zone. L'assemblée avait un secrétariat de douze personnes, renouvelable par tiers avant chaque réunion avec les autorités, afin d'empêcher la corruption des négociateurs comme cela avait été le cas en 1996. Cela n'empêcha pas cette assemblée d'exproprier de leur victoire les piqueteros, qui n'y participaient pas beaucoup, au profit des représentants des patrons locaux. Du côté des professeurs, les bureaucrates d'ATEN négocièrent un accord avec le gouverneur de la province pendant les batailles contre la police. Cet accord souleva la protestation des professeurs, mais finit par passer après plusieurs AG « de ramollissement » (14). Les professeurs reprirent donc le travail, mais le barrage de la Route 22, qui passe à Cutral Co et Plaza Huincul, fut maintenu. Pour obtenir sa levée, un vice-président d'YPF s'y rendit à l'aube du 17 avril, pour proposer aux piqueteros présents un emploi et 200 pesos d'avance sur leur premier salaire. Les piqueteros ne dirent ni oui ni non : ils demandèrent que cette solution fût offerte à tous les chômeurs. En attendant, le barrage continuait.

Cependant, comme par hasard, l'assemblée populaire de ce même matin, tenue en présence des *Intendentes* de Cutral Co et Plaza Huincul, se vit proposer pour la première fois de suspendre le barrage afin de faciliter la négociation dans la capitale provinciale. La manœuvre fut repoussée, mais pour vingt-quatre heures seulement. Le lendemain, la motion fut votée, le barrage levé et une commission alla négocier. Quand elle revint avec les 19 points proposés par le gouvernement, les piqueteros reprirent leur barrage tandis que commençait l'assemblée, dans une ambiance nerveuse. Les piqueteros déclarèrent qu'il fallait continuer le barrage jusqu'à ce que ces points soient inscrits dans une loi. Mais ceux qui étaient en faveur de la levée proposèrent une suspension de séance et monopolisèrent la sono après la reprise. A 20 h 20, le courant fut coupé, plongeant l'opposition dans le noir, où elle disparut. Luis Oviedo signale un fait intéressant : cette assemblée était la première à laquelle les piqueteros « du terrain » (les *fogoneros*) parti-

cipaient de façon active. Ils disaient habituellement qu'ils « étaient là pour se battre, pas pour faire de la politique » (p. 50).

Dix jours après la levée du barrage, une tentative de le remettre en place pour protester contre la mauvaise application de l'accord échoua complètement. Tout le mouvement finit par des élections, en septembre 1997. Le porte-parole de l'assemblée populaire, Ramón Rioseco, membre du Frepaso, se présenta et reçut l'appui de nombreux piqueteros, à qui il apparaissait comme le garant de l'application de l'accord. Mais il se désista une semaine avant, appelant à voter pour un politicien de l'UCR (15), Eduardo Benítez qui, après son élection, le nomma secrétaire du gouvernement provincial.

3. Autres mouvements en province

Tartagal-Mosconi

En 1997, immédiatement après le deuxième Cutralcazo, c'est dans le nord de la province de Salta que les piqueteros font parler d'eux. La tension avait commencé à monter dès le mois de janvier, lorsque des dirigeants de l'Unión de Trabajadores Desocupados (UTD) de cette zone avaient été arrêtés parce qu'ils étaient allés voir le Consejo Deliberantes (conseil municipal) de Mosconi pour poser des revendications. Cela avait donné lieu à l'auto-convocation (16) d'une assemblée de 1 000 habitants pour demander, et obtenir, leur libération. En mars, la dégradation du service de l'électricité consécutive à la privatisation provoqua une « extinction des feux » collective et simultanée pour protester. Fin avril, une manifestation eut lieu pour protester contre l'assassinat de Teresa Rodríguez.

Le 7 mai se réunit à Tartagal une assemblée populaire convoquée par différents syndicats et le PO. Les deux mille participants votèrent de barrer la route à General Mosconi, ville distante de 7 km où ils se rendirent en cortège. Dès l'établissement du barrage de Mosconi, les initiatives se multiplièrent et il y eut bientôt une centaine de barrages dans le département de San Martín (où se trouvent Tartagal et Mosconi). Le blocus de Mosconi allait durer une semaine, durant laquelle une assemblée populaire ouverte à tous fut formée. Cette assemblée désigna une Commission des habitants, qui était de fait une multisectorielle – composée d'un délégué par secteur de la population –, pour gérer la lutte au quotidien. Mais les travailleurs avaient un délégué et les chômeurs un aussi, alors que les patrons en avaient un par chambre professionnelle, ce qui leur donnait un poids disproportionné. Les revendications comptaient trente-six points, dont :

(15) Unión Cívica Radical, vieux parti de droite, membre de l'Internationale socialiste. Succéda en 1999 au péronisme à la présidence de la République avec De la Rúa, qui fut chassé du pouvoir par les émeutes de décembre 2001.

(16) Néologisme inventé pour désigner des actions collectives qui ne répondent à l'appel d'aucun parti politique ou syndicat établi, mais à une initiative locale et spontanée – ce qui n'exclut nullement les groupuscules locaux (voir M. Lopez Lévy, *op. cit.* p. 75, et ci-dessous).

- aide de 400 pesos mensuels aux chômeurs ;
- 5 000 emplois (et non pas des « *planes de trabajo* ») ;
- un fonds de réparation historique alimenté par les royalties du pétrole et du gaz ;
- plusieurs points introduits au dernier moment par les patrons pour obtenir diverses aides à leurs entreprises.

(17) San Ramón de la Nueva Orán, ville située au sud-est de Tartagal.

Le 13 mai, des représentants du gouvernement provincial arrivèrent en hélicoptère avec l'évêque d'Orán (17). Ils entrent aussitôt en réunion avec la commission. Comme, au bout de six heures, rien ne sortait de la réunion, quelques piqueteros commencèrent à encercler le lieu de la réunion et à bloquer l'hélicoptère. Finalement, en fin de journée, la commission annonça les résultats de la négociation devant une assemblée populaire de dix mille personnes. Il y avait, entre autres :

- 1 000 aides au chômage (applaudissements) ;
- 1 420 postes dans le secteur pétrolier (idem) ;
- des *planes de trabajo* (huées).

Pour l'ensemble de ces concessions, le gouvernement provincial demandait la levée des barrages. L'assemblée refusa. La commission retourna en réunion avec l'évêque, qui la réprimanda durement et attaqua l'assemblée populaire. Au même moment, les curés avaient déjà prévu une procession et une messe d'action de grâce pour la victoire des travailleurs, tandis que certaines radios locales répandaient la nouvelle que 70 % des revendications étaient satisfaites. De leur côté, les patrons locaux annonçaient qu'ils cessaient de donner des vivres aux piqueteros des barrages. Le porte-parole de l'assemblée populaire arriva à convaincre quelques piqueteros de lever le barrage, mais celui-ci fut rétabli une demi-heure plus tard. Cette nuit-là, le barrage fut tenu par mille piqueteros, selon Oviedo, mais selon d'autres sources (personnelles), la mobilisation a été moins soutenue qu'il ne l'écrit. Il n'y aurait eu qu'une poignée de militants de l'Unión de Trabajadores Desocupados autour de Pepino Fernández, un ancien ingénieur du pétrole, agitateur permanent qui a fait l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat.

Mais le doute et le flottement avaient été introduits dans la population. Dans la nuit, l'évêque rencontra seul certains dirigeants piqueteros et, usant de promesses et de menaces, les convainquit de lever le barrage.

Le 14 mai, l'assemblée votait la levée du barrage sur la base de :

- 1 000 « fonds de chômage » de 220 pesos pour un an ;
- 2 200 *planes de trabajo* subventionnés de 220 pesos pour un an ;
- 1 000 emplois pour six mois ;
- 800 emplois dans les entreprises privées du pétrole ;
- pas de représailles.

Ces promesses ne furent que partiellement tenues.

Jujuy, mai-juin 1997

De la province de Salta, l'agitation passa aussitôt à celle, voisine, de Jujuy. Là aussi, le mécanisme démocratique des assemblées multisectorielles allait jouer son rôle, malgré une tentative des piqueteros d'y échapper. Des ouvriers agricoles (*zafreiros*) au chômage coupèrent la Route 34 à hauteur de la ville d'Ingenio Ledesma. La répression de la gendarmerie, le 22 mai, provoqua aussitôt l'arrivée de quinze cents voisins sur le barrage, et la révolte éclata dans toute la région : en une semaine, des barrages apparurent à Perico, Palpala, San Pedro, La Quiaca, La Mendieta et Abra Pampa. Les fonctionnaires déclarèrent la grève générale. Dans la seule ville de San Pedro, les chômeurs demandaient quatre mille emplois. Or le gouvernement n'offrait, pour l'ensemble de la province, que deux mille quatre cents *planes de trabajo* à 200 pesos, et même 150 pesos seulement quand le paiement était assuré par les municipalités.

A Ingenio Ledesma, le barrage routier naquit en opposition à l'assemblée multisectorielle qui lui préexistait et qui comprenait des chômeurs, mais aussi des représentants du patronat local. Cette assemblée comptait même trois commissions de chômeurs, mais ceux qui montèrent le barrage avaient rompu avec elles. Sur plusieurs barrages, les piqueteros critiquèrent très durement ceux de leurs représentants qui négociaient avec les autorités. A en croire Luis Oviedo, les piqueteros ne voulaient pas de *planes de trabajo*, mais de « vrais emplois » à 500 pesos, « ce qui supposait la nationalisation des monopoles du sucre, de l'agriculture, du commerce et de l'énergie qui dominent ces régions » (18). Cet apparent maximalisme des piqueteros colle mal avec l'issue du conflit, car malgré le rejet d'un premier accord, celui qui fut finalement accepté par la coordination des chômeurs reconnaissait l'Eglise comme seule intermédiaire dans la gestion de tous les acquis de la lutte, postes de travail et aides. Il y avait notamment 12 579 *planes de trabajo*. Les piqueteros levèrent donc les barrages, mais installèrent des soupes populaires sur le bord de la route. Cette façon de faire semble indiquer une tentative de combat d'arrière-

(18) Oviedo, *op. cit.*, p. 60.

garde de la part des militants s'efforçant de surfer sur la vague des luttes. Ici comme dans les cas précédents, on est frappé par le contraste entre la radicalité des piqueteros au début du mouvement, sur le terrain, et leur apparente naïveté au moment de la résolution finale du conflit : malgré leurs déclarations contre les politiciens, ils les laissent toujours boucler la grève sur des bases insatisfaisantes et surtout sans garanties.

Cruz del Eje, province de Córdoba

Des barrages ont également été implantés à Cruz del Eje en juin 1997. Les piqueteros tenaient les cinq accès principaux de la ville. Le 27 juin, une « commission multisectorielle » parvint à un accord avec les envoyés du gouvernement. L'assemblée populaire, cependant, rejeta l'accord et, de plus, destitua la commission en la traitant de « traîtres qui signent par derrière ». L'intendant fut hué et l'évêque insulté. La nouvelle commission, cependant, resta aussi démocratique et réceptive aux demandes des PME locales que la précédente. Le 28 juin, quatre mille personnes votèrent la poursuite des barrages. Le 29, alors que la nouvelle commission multisectorielle (dirigée par un curé) demandait à l'assemblée la levée des barrages, huit mille personnes votèrent à nouveau leur maintien. Le 30 juin, la commission arriva enfin à faire voter la levée à l'assemblée. La gestion des *planes de trabajo* obtenus fut confiée à la commission, qui se convertit en ONG et devint rapidement un centre de clientélisme et de corruption.

4. Buenos Aires

Le mouvement piquetero s'est développé plus tardivement dans la conurbation et la province de Buenos Aires. Il est issu notamment de la crise du système d'assistance mis en place par le péroniste Duhalde : les soupes populaires où les hommes de main du Parti justicialiste distribuaient de la nourriture en échange de diverses contributions (votes, soutien aux candidats...). Non seulement il devenait de plus en plus difficile pour les chômeurs de se prêter à ce jeu en faveur des politiciens qui militaient activement pour les privatisations, la précarisation, etc., mais de plus les femmes qui faisaient la cuisine dans ces soupes populaires en eurent bientôt assez de le faire gratuitement, et elles demandèrent qu'on les rémunère en leur attribuant des *planes de trabajo*. A Avellaneda, un regroupement de ces femmes eut lieu vers la mi-1997, pour demander à la mairie des *planes de trabajo*. Ce fut là, selon Oviedo, l'une des origines des mouvements de chômeurs dans la région de Buenos Aires.

Il y en a d'autres. Le terrain sur lequel le mouvement piquetero s'est développé fourmillait d'initiatives à la base. Ainsi qu'on le verra plus loin, l'Argentine connaît une tradition militante active, notamment dans l'Eglise, qui remonte au moins aux années 1970-1980 et qui sait organiser des opérations d'envergure regroupant de nombreux déshérités. Oviedo signale qu'en mai 1996, à La Matanza (zone ouest du grand Buenos Aires), un groupe de militants gau-chistes installa une soupe populaire devant la mairie, pour réclamer des *planes de trabajo*. Ils obtinrent des produits alimentaires. En juillet 1997, ils coupèrent la Route n° 3 pendant trois jours. Mille chômeurs participaient à l'action et obtinrent soixante *planes de trabajo*. Sur cette base, ils formèrent le Corriente Clasista y Combativa-Desocupados de la Matanza. Ce schéma n'est pas isolé. Selon les propos d'un militant local, « nous lançons un projet quelconque d'infrastructure qui nous permettait d'entrer dans un plan national ou provincial », et à partir de là ils recrutaient des chômeurs et s'implantaient dans les quartiers. Toute une partie du mouvement piquetero s'est ainsi développé comme courroie de transmission du système d'assistance sociale, en concurrence avec les réseaux péronistes ou alliancistes.

A Florencio Varela (zone sud du grand Buenos Aires), un regroupement apparaît en 1997. Là aussi, le terrain fourmillait d'initiatives locales qui se structureront peu à peu sous forme de Movimiento de Trabajadores Desocupados (MTD). Parmi les courants qui se regroupèrent alors, il y avait notamment, en 1997, le MTD Teresa Rodríguez autour de Roberto Martino, implanté dans la grande banlieue sud et à Mar del Plata, ainsi que des groupes à tendance autonomiste, à Solano, et d'autres petits groupes en formation. Luis Oviedo indique qu'il y avait des militants venant du parti Quebracho (nationaliste de gauche), d'autres venant de l'anarchisme, d'autres de l'Eglise et d'autres se revendiquant des Mères de la place de Mai (19). Le discours politique du MTD de Florencio Varela revendiquait en même temps du travail, des *planes de trabajo* et la prise du pouvoir, et se caractérisait par un fort rejet des partis politiques. Des militants du PO, actifs dans la fondation de ce MTD, en furent plus tard expulsés parce qu'ils étaient, précisément, des militants politiques. Quoi qu'il en soit, un premier petit barrage de route permit d'obtenir cinquante *planes de trabajo*, qui servirent de base de regroupement. Le deuxième barrage mobilisa quinze cents chômeurs et permit d'obtenir mille *planes de trabajo*. A Noël 1997, un barrage dura treize jours, mais fut défait par une forte répression qui marquait un tournant dans la politique de l'Etat : réduction des aides aux chômeurs, non-renouvellement des *planes*.

(19) L'association des Mères de la place de Mai regroupe des femmes argentines dont les enfants ont « disparu », assassinés sous la dictature militaire des années 1976-1983. Chaque jeudi après-midi, portant des foulards blancs (à l'origine : les langes en tissu de leurs bébés), elles se rassemblent et tournent sur la place pendant une demi-heure, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, remontant ainsi symboliquement le temps et critiquant l'impunité des militaires responsables des massacres et des tortures. Les militaires ont admis que plus de 9 000 personnes kidnappées ne sont toujours pas comptées comme disparues. Le gouvernement civil a estimé le nombre de disparus à 11 000. De leur côté les Mères de la place de Mai estiment que ce nombre est proche de 30 000.

Les politiciens des grands partis voyaient que leur clientélisme était de plus en plus contesté par celui des petits partis et groupuscules hostiles à toute la politique officielle. Les développements ultérieurs montreront cependant que ceux-ci constituaient un relais indispensable. Il semble que ce soit dans ce contexte de recul et de luttes défensives que le MTD entra en crise et que son dirigeant principal, Roberto Martino, fut expulsé (fin 1998). Martino fonda alors le *Movimiento Teresa Rodríguez* (MTR). Le MTD deviendra plus tard la *Coordinadora de Desocupados* Anibal Verón (voir p. 36).

L'origine du MTD de Solano se trouve, quant à elle, dans la crise du système d'assistance de l'Eglise. Cette crise impulsa la formation de nombreux groupes, qui composeront en 2002 la base d'un important mouvement de chômeurs de la zone sud, le MTD Solano. L'Eglise possédait un réseau de réfectoires et de distribution de médicaments, notamment dans la zone sud de Buenos Aires. Devant la détérioration de la situation sociale, quelques prêtres voulurent organiser les chômeurs pour revendiquer plus d'aides, mais la hiérarchie tenait à ce que son réseau reste purement caritatif. Ces prêtres, dans un premier temps, reçurent un avertissement, puis furent chassés de l'Eglise. Certains résistèrent et occupèrent les chapelles avec l'aide des habitants. D'une de ces crises surgit le MTD Solano, dirigé par le prêtre (destitué) Alberto Spagnuolo (20).

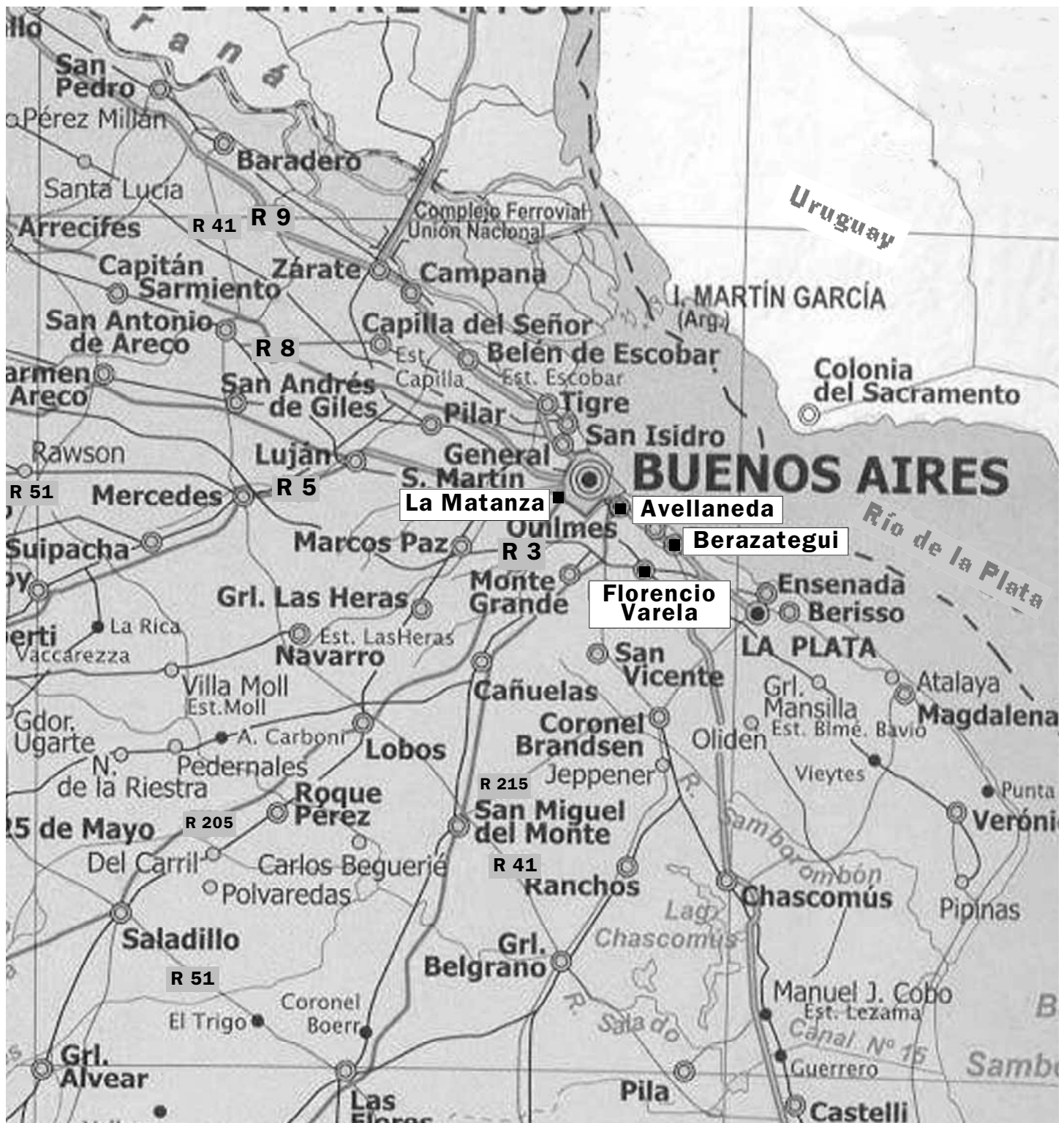
Toujours dans la zone sud de Buenos Aires, le *Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados de Prensa* (MIJP) fut fondé en 1993 par Raúl Castells pour protester contre la démolition du système des retraites. Le MIJP mit en place une vingtaine de réfectoires vers lesquels affluèrent bientôt, en plus des retraités, des chômeurs également dans la misère. Pour les alimenter, le MIJP inventa la réquisition de supermarchés : un cortège de retraités et chômeurs se rendait devant un supermarché, et une délégation allait demander au directeur des marchandises. Généralement ils en obtenaient. Le 12 mai 1997, en solidarité avec les piqueteros de Tartagal et en liaison avec le CCC (21), le MIJP réalisa le premier barrage routier du grand Buenos Aires : le pont de la Noria fut coupé pendant quelques heures. Le barrage fut violemment dispersé par la police. En août 1997, tous les centres du MIJP se mobilisèrent pour couper le pont Pueyrredon pendant quelques heures, avant de marcher jusqu'à la Intendencia de Avellaneda. Ils obtinrent cent *planes de trabajo* et la promesse de trois tonnes de produits alimentaires par mois. De là, ils allèrent réquisitionner le supermarché Wal Mart (22) local pour obtenir d'autres produits alimentaires.

A Mar del Plata, le mouvement des chômeurs apparut en 1997, avec le barrage de la Route 88. Le mouvement obtint une promesse

(20) Luis Oviedo, *op. cit.*, p. 70.

(21) Corriente Clasista y Combativo, bras syndicaliste/piquetero du PCR (maoïste).

(22) La chaîne américaine de supermarchés Wal Mart, implantée dans quinze pays (Amérique du Nord, Amérique latine, Chine, Japon, Royaume-Uni) est la première chaîne de supermarchés du monde et la première société mondiale par le chiffre d'affaires.



de six mille *planes de trabajo*, dont deux mille furent effectivement attribués. Mais surtout, le mouvement obtint que ces *planes* soient contrôlés par lui-même, et non par les représentants de l'Alliance (23) et du Parti justicialiste. De même pour les produits alimentaires obtenus : c'est les piqueteros qui contrôlaient leur distribution. Sur cette base fut formée une coordination, dénommée Unión de Comisiones por el Movimiento Teresa Rodríguez, animée par des militants du MTD TR et présente dans trente quartiers.

(23) L'Alliance a été formée en 1997 entre l'UCR et le tout récent Frepaso, en vue d'arracher le pouvoir aux péronistes aux élections de 1999. Elle remporta les législatives en octobre et son dirigeant, Fernando de la Rúa, fut élu président de l'Argentine.

En décembre 1997, cependant, la coordination ne regroupait plus que six quartiers, tandis que cinq nouvelles commissions travaillaient en dehors de la coordination. Oviedo ne nous dit rien de cette crise. En avril 1998, le mouvement occupa le siège du Consejo Deliberante, et alla jusqu'à couper la Route 226. En juillet 1999, le MTR de Mar del Plata occupa la cathédrale pendant vingt et un jours pour obtenir l'extension des *planes de trabajo*, la répartition des heures de travail. Les occupants furent chassés par une police parallèle.

5. Montée des luttes en provinces

(24) Je ne mentionne ici que les principaux conflits dont parle Luis Oviedo, qui en cite de nombreux autres mais sans donner de détails.

Avec l'approfondissement de la crise, il y eut plusieurs conflits (24) caractérisés d'une part par le fait que les chômeurs et les travailleurs luttèrent côte à côte, et d'autre part par le fait que les travailleurs adoptèrent assez naturellement la méthode piquetera du barrage routier.

Il faut dire que les travailleurs concernés étaient souvent des travailleurs fraîchement licenciés ou des fonctionnaires luttant pour des arriérés de salaire. Le fait même que ces derniers ne soient pas payés montrait le peu d'intérêt que l'Etat avait pour leur « production », de sorte qu'un arrêt de travail, même sur le tas, ne pouvait pas être très efficace. Ce n'est pas exactement le cas, cependant, des mineurs de Río Turbio.

Río Turbio, 1998

Río Turbio est un centre charbonnier de la province méridionale de Santa Cruz. La mine avait été privatisée au début des années 1990, ce qui avait provoqué une grève importante contre les licenciements en 1994. Une nouvelle grève éclata le 3 avril 1998 pour protester contre le licenciement de 39 travailleurs. Une partie des grévistes s'enferma dans une galerie, tandis qu'une autre partie marchait jusqu'à Río Gallegos (la capitale provinciale) et commençait une grève de la faim devant le palais du gouverneur, avec le soutien des enseignants et des étudiants. Enfin, les femmes et les enfants des mineurs coupèrent les routes d'accès à Río Turbio et à la ville « 28-de-Noviembre », tandis que les enseignants des deux localités votaient une grève de solidarité.

On est donc là devant un exemple caractérisé de lutte ouvrière employant les méthodes piqueteras et associant de larges secteurs de la population locale. Dans le dos des grévistes, les bureaucrates de l'ATE (Asociación de Trabajadores del Estado, le syndicat des fonctionnaires) préparèrent un accord qui fut rejeté au cours d'une première assemblée générale, puis accepté une semaine plus tard.

Las Heras, 1998-1999

Dans la même province, la région pétrolière de Las Heras a connu cinq mille licenciements en 1998, entraînés par la baisse du prix du pétrole. Début 1998, on comptait dans cette région trente-six équipes d'exploration, et un an plus tard il n'en restait que trois.

A Noël 1998, la coordination des chômeurs de Caleta Olivia, ville côtière proche de Las Heras, organisa une soupe populaire qui devint le point de ralliement des ouvriers du pétrole licenciés, et surtout de leurs femmes. Il y avait à ce moment des barrages routiers à Las Heras et à Pico Truncado. Fin janvier 1999, la coordination de Caleta réunie en assemblée générale vota le barrage de la Route n° 3. Le gouverneur, Nestor Kirchner (qui deviendra président de l'Argentine en 2003) céda en promettant un programme de trois cents *planes de trabajo* et les barrages furent levés. Mais en août 2000, la région explosa de nouveau. Les licenciés du pétrole encerclèrent les installations d'YPF-Repsol à Las Heras et de Vintage à Canadon Seco. Ils obtinrent quatre cents *planes de trabajo* à 500 pesos, dont deux cent quarante dans des sociétés pétrolières ou sous-traitantes et cent soixante dans des municipalités. Ces *planes* étaient financés par les pétroliers et gérés par le syndicat des pétroliers (proche de Kirchner).

Corrientes, juillet-décembre 1999

Depuis le mois de juillet 1999, les travailleurs du secteur public de la province (enseignants et autres fonctionnaires) luttèrent pour le paiement d'arriérés de salaires, pour le fonctionnement normal des services sociaux et contre tout licenciement. En diverses occasions, ils coupèrent le pont qui unit la ville de Corrientes à la province du Chaco, et obtinrent que l'Etat fédéral avance des fonds au budget de la province, qui était en faillite. Le 10 décembre 1999, jour de la prise de fonctions du nouveau président, De la Rúa, mille d'entre eux barrèrent encore le pont, et cette fois cela dura une semaine. Mais le gouvernement annonça nettement qu'il n'avancerait pas de fonds. Le gouverneur fit tirer sur les piqueteros du pont et il y eut deux morts. Une fois le pont rouvert, il s'occupa de répondre au mouvement en opposant les unes aux autres ses différentes fractions, payant les professeurs, mais pas les retraités, licenciant des fonctionnaires pour assainir les finances de la province.

Luis Oviedo considère que c'est au cours de ce mouvement que furent inventées les « auto-convocations » (mais nous les avons déjà rencontrées à Tartagal-Mosconi). Cela commença par

les professeurs. Puis vinrent les fonctionnaires, les étudiants, les chômeurs, et même la police. L'auto-convocation consistait à planter une tente sur la place centrale de Corrientes, rebaptisée pour l'occasion place de la Dignité. La tente servait de point de ralliement, et il y en eut ainsi plusieurs en même temps pendant plusieurs mois.

Tartagal-Mosconi, décembre 1999

En novembre 1999, 162 fonctionnaires municipaux furent licenciés à Tartagal. Après diverses tentatives pour organiser une riposte, un rapprochement intervint entre les fonctionnaires, les chômeurs et les bénéficiaires de *planes de trabajo*. Ils tentèrent quatre fois de couper la Route 34. Finalement, le 13 décembre, ils réussirent à établir plusieurs barrages. La police essaya de les déloger, mais elle dut reculer, notamment parce qu'elle se trouvait à court de munitions, lorsque la population sortit en masse pour aider les piqueteros. Le commissaire demanda une trêve, et les barrages restèrent en place. Ces événements ont eu un impact considérable dans le pays, et ont servi de modèle à de nombreux groupes (source personnelle, entretien avec des camarades argentins).

Elisant chacun leurs délégués, les fonctionnaires, les bénéficiaires de *planes* et les chômeurs des différents barrages formèrent une assemblée qui établit plusieurs revendications, notamment :

- 1 420 emplois dans l'industrie pétrolière (promis en 1997) ;
- la réintégration des travailleurs licenciés ;
- le refus de la privatisation de l'éducation et de la santé ;
- l'amnistie de tous les travailleurs poursuivis par la justice.

Contrairement au soulèvement de 1997, il n'y eut pas cette fois-ci d'assemblée multisectorielle. L'assemblée générale des piqueteros interdit de parole les représentants de l'Alliance et du Parti justicialiste, ainsi que ceux de l'Eglise. Le rejet du frontisme eut comme conséquence que les piqueteros ne reçurent aucune aide matérielle des commerçants et petits patrons qui avaient été associés en 1997. Il n'y avait donc, sur les barrages, qu'un repas par jour.

Les bureaucrates de l'ATE proposèrent d'envoyer une délégation de piqueteros à Buenos Aires mais, dans un premier temps, ceux-ci rétorquèrent que c'était aux représentants de l'Etat de venir sur place. Finalement, le 23 décembre, un accord permit la levée des barrages :

- réincorporation des 162 licenciés ;
- maintien de 1 963 *planes de trabajo* nationaux et création de 3 000 autres ;

– prorogation pour un mois de 2 653 *planes de trabajo* provinciaux.

Mais aucun emploi dans le pétrole.

Tartagal-Mosconi, mai 2000

Les gains obtenus en décembre 1999 ne résistèrent pas à l'absence de solution de fond : les *planes de trabajo* n'étaient jamais que temporaires, et les fonctionnaires étaient en partie payés en tickets d'alimentation. De façon générale, dans le nord de Salta comme ailleurs, la situation se dégradait rapidement (expulsion de logements, faillite du système de santé...).

La révolte commença comme un barrage de route improvisé par un groupe d'une quarantaine de piqueteros, à Mosconi. Décidés à faire un exemple, les gouvernements national et provincial envoyèrent leurs polices, lourdement armées, qui occupèrent la ville durant la nuit. Il y eut deux morts. Au lever du jour, les habitants, alertés par les pompiers, réalisèrent ce qui se passait, et une énorme manifestation (vingt mille personnes selon certaines sources) arriva des villages environnants, notamment de Tartagal. Luis Oviedo indique que les femmes jouèrent un rôle important dans ce soulèvement. Il souligne aussi que, si les bâtiments de la municipalité et de la banque provinciale furent mis à sac, il n'y eut pas de pillage de supermarchés. Il considère que c'est le signe d'une « conscience de classe politique élevée » (25) du mouvement.

(25) Oviedo, *op. cit.*, p. 98.

Une enseignante de Tartagal témoigne : « Dès que nous entendîmes parler de la répression, nous décidâmes de quitter nos lieux de travail et de nous rassembler pour marcher jusqu'à Mosconi, distant de 7 km. A un moment, les gens voulurent s'arrêter pour brûler l'hôtel que Romero possède à la sortie de la ville, ou pour piller un supermarché. Mais moi, me souvenant qu'Altamira (26) avait dit dans un discours qu'il fallait passer au large des supermarchés pour marcher là où se trouve le pouvoir politique, je proposais de ne pas nous arrêter et de marcher jusqu'à Mosconi pour aider nos camarades (27). »

(26) Dirigeant du PO.

(27) Oviedo, *op. cit.*, p. 101, note 143.

A Mosconi, les manifestants parvinrent à reprendre le contrôle de la route, de l'hôpital, de la caserne de pompiers, où les forces de police s'étaient installées. Au moment où les policiers allaient être contraints de céder complètement, l'Eglise parvint à imposer une trêve. A partir de là, le mouvement se structure autour d'une assemblée populaire, avec élections de délégués et rédaction d'un cahier de revendications :

– libération des prisonniers et amnistie générale ;

- 15 000 « vrais » emplois ;
- augmentations des salaires des *planes de trabajo* ;
- réduction de douze heures à huit heures de la journée de travail dans le pétrole, et embauches correspondantes ;
- triplement des royalties sur le pétrole ;
- satisfaction des revendications historiques des peuples originaires sur la terre ;
- travaux publics ;
- pas de baisse de salaire des enseignants ;
- achats locaux et aides aux PME.

De même que l'incident du supermarché, ce cahier de revendications est le signe d'un encadrement politique assez étroit du mouvement – ce que démentent d'autres aspects, comme la spontanéité du barrage de Mosconi ou le caractère massif de la manifestation.

L'accord final se limita à :

- maintien des *planes de trabajo* actuels jusqu'en décembre 2000, avec un salaire de 160 pesos ;
- libération des prisonniers ;
- pas de procès ;
- crédits et aides aux PME ;
- « examen » des autres revendications des piqueteros.

Il semble que cet « examen » permit notamment d'obtenir cent *planes de trabajo* qui, de plus, ne seraient pas répartis par les politiciens locaux, mais seraient sous le contrôle d'une Commission qui obtint également l'intégration de 150 travailleurs dans les sociétés de recherche sismique (28). Voici la façon dont la commission répartit les *planes* à Mosconi : « Une partie aux camarades les plus engagés dans la lutte, une autre aux plus nécessiteux, et le reste tiré au sort en public (la coordination de Tartagal venait d'appliquer la même méthode (29)). »

Dans tout ce mouvement, le PO revendique un rôle de premier plan. Pour lui, la vraie solution du problème de la province de Salta était « la renationalisation d'YPF sous contrôle ouvrier, avec réinvestissement des bénéfices dans l'industrialisation locale (30) ». Rien de moins !

6. Argentina piquetera

Fin 2000 et début 2001, la crise prit une dimension nationale. L'Argentine se couvrit de barrages. Mais dès avant cette explosion, il faut signaler :

(28) Oviedo, *op. cit.*, p. 125.

(29) Oviedo, *op. cit.*, p. 125.

(30) Oviedo, *op. cit.*, p. 100.

– La Matanza (province de Buenos Aires), juin 2000 : 1 500 piqueteros coupent la Route n° 3 et obtiennent 9 000 *planes de trabajo*, 650 tonnes de produits alimentaires frais, 70 tonnes de produits alimentaires secs et 3 unités sanitaires. Les promesses ne seront pas tenues, et le conflit reprendra en novembre.

– Las Heras (province de Santa Cruz), juillet 2000 : les travailleurs licenciés d'YPF assiègent les locaux d'YPF-Repsol et de Vintage (sociétés privées qui ont repris YPF) pour récupérer leurs postes de travail.

– San Fernando (zone nord du grand Buenos Aires), septembre 2000 : la coordination des chômeurs plante une tente devant la mairie. Au bout de deux mois, ils obtiennent des *planes de trabajo* et de la nourriture.

– Plottier (province de Neuquén), octobre 2000 : les chômeurs coupent les routes et obtiennent la prolongation *sine die* des *planes de empleo* municipaux, un panier de vivres de 50 pesos par mois et de nouveaux *planes*.

On a déjà remarqué que les méthodes piquetero étaient de plus en plus souvent employées par des travailleurs non chômeurs. C'est confirmé dans cette période, avec la lutte des employés municipaux de Capitán Bermúdez, des chauffeurs de la société La Internacional et des ouvriers de Zanón.

La Matanza, octobre-novembre 2000

L'accord de juin n'ayant pas été respecté, un regroupement de nombreuses organisations prépara une nouvelle série de barrages. La liste des organisations participantes (de chômeurs et syndicats) est longue : FTV-CTA (31), CCC, Red de Barrios, Movimiento de Mujeres, Trabadojes desocupados de Laferrere, ATE, Suteba Matanza, Lista Naranja Gráfica, Lista Gris del UOM, Polo Obrero (32). Fin octobre 2000, la Route n°3 était coupée par trois mille piqueteros pendant plusieurs jours. Le gouvernement céda après que quatorze autres barrages furent apparus, dans la région de Buenos Aires et ailleurs.

Le 4 novembre, deux mille piqueteros votèrent à main levée leur accord pour :

– 8 400 *planes de trabajo* nationaux et 7 500 provinciaux (contre 10 000 demandés en tout au départ). Le gouvernement et la province s'engagent de plus à maintenir ces *planes* jusqu'à ce que le chômage tombe « de façon drastique » ;

- 2 870 tonnes de produits alimentaires frais et secs à l'année ;
- la réalisation de travaux publics ;
- des chaussures et des aides diverses.

(31) La Federación Tierra y Vivienda (terre et logement) est une organisation membre de la CTA.

(32) Le Polo Obrero est la façade sociale/piquetera du PO.

HISTORIQUE DES BARRAGES DE LA MATANZA

Date	Lieu	Durée	Gains annoncés
mai 1996	Soupe populaire devant la Intendencia	?	?
juillet 1997	Route n° 3	3 jours	60 <i>planes de trabajo</i>
juin 2000	Route n° 3	?	9 000 <i>planes de trabajo</i> +720 tonnes de produits alimentaires
novembre 2000	?	?	8 400 + 7 500 <i>planes de trabajo</i>
février 2001	Route n° 4	6 jours	défaite
mai 2001	Isidro Casanova	17 jours	7 500 <i>planes de trabajo</i>

Cet accord ne concernait que les piqueteros de La Matanza. Oviedo déplore qu'ils aient levé leur barrage sans se préoccuper de la satisfaction des revendications des autres barrages.

Sud de la conurbation de Buenos Aires

Plusieurs barrages avaient été dressés à Solano (33) et à Varela (quartiers de Quilmes), à Lanus, à Claypole Almirante Brown, après l'annonce de la transformation des *planes de trabajo* nationaux en emplois-jeunes à 100 pesos ou en « emplois deuxième chance » pour les chômeurs de plus de 45 ans, le tout assorti de conditions d'accès plus restrictives. A La Plata, la Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CTD) dressa un barrage sur la route de l'ouest, à Los Hornos. Elle demandait mille emplois. Les autorités proposèrent d'en accorder 840, mais 120 seulement seraient gérés par la CTD, tandis que 720 seraient mis à la disposition d'un « comité d'urgence du travail (34) » où la CTD n'aurait qu'un strapontin et dont le Parti justicialiste aurait le contrôle. Il était notamment prévu que les représentants de la CTD perdraient leurs aides s'ils prenaient des initiatives sans consulter ce comité d'urgence (35). Après le refus de la CTD, la police délogea les piqueteros.

Zone nord de Buenos Aires

Bien que moins active en général, la zone nord de Buenos Aires n'est pas absente de cette explosion de novembre 2000. A Tigre, malgré la présence policière et les pressions de Caritas, l'organi-

(33) Où Spagnuolo, le prêtre destitué, déclare : « Nous ne voulons la présence d'aucun fonctionnaire ni médiateur ni ecclésiastique, car ils sont tous complices de cette situation » (Oviedo *op. cit.*, p. 106).

(34) Les comités d'urgence sont un autre type de multisectorielle, caractérisés par la participation du gouvernement au côté des représentants des autres catégories sociales.

(35) Oviedo, *op. cit.*, p. 37.

sation caritative de l'Eglise, cinq cents chômeurs coupèrent la Route n° 9 pendant vingt-quatre heures et obtinrent des *planes de trabajo* et de la nourriture.

Tartagal, novembre-décembre 2000

A Tartagal également, le non-respect des accords du mois de mai relança la lutte des chômeurs. Ceux-ci voulaient aussi protester contre les manipulations de Caritas dans la gestion des *planes* (on se souvient que l'Eglise était arrivée à imposer sa médiation au moment où la crise atteignait son paroxysme). Les piqueteros étaient également furieux d'apprendre que le gouverneur envisageait d'investir 1,6 million de dollars pour construire une autre route afin de minimiser les effets des barrages. Les piqueteros établirent le cahier de revendications suivant, qui fut voté à l'unanimité le 3 novembre :

- 1 000 *planes de trabajo* à 280 pesos/mois ;
- une aide de 300 pesos ;
- l'instauration d'un salaire minimum ;
- un salaire horaire de 2,50 pesos de l'heure pour les manœuvres (*ayudantes*) ;
- la baisse de la journée de travail de douze heures à huit heures dans le pétrole ;
- la création d'un fonds alimenté par le triplement des royalties, notamment pour financer la reforestation des zones d'exploration ;
- à quoi s'ajoute un appel à la formation d'un Congrès national des travailleurs et chômeurs, ce qui signale la présence des trotskystes du PO dans l'organisation du barrage.

Le barrage fut établi fin novembre et dura deux semaines. Il se renforça et reçut le soutien d'autres secteurs de la population (notamment les populations autochtones). Pour mieux se défendre en cas d'agression, il se déplaça même de Tartagal à Mosconi, où il se positionna devant le dépôt de carburant de la société Refinor, position non seulement stratégique, mais également historique puisque d'autres barrages s'étaient déjà tenus là.

Le 10 décembre à l'aube, la police attaqua le barrage et assassina de sang-froid Anibal Verón. Cela provoqua une forte réaction de la population, qui attaqua le commissariat et d'autres édifices publics et privés et obligea la police à se réfugier dans une caserne de Tartagal. Dans les jours suivants, des négociations se tinrent dans cette caserne et les barrages furent finalement levés le 13 décembre. Les piqueteros n'obtenaient que quatre cents *planes* supplémentaires et quelques aides.

Mosconi, février 2001

En février 2001, l'UTD Mosconi barra les routes d'accès à plusieurs installations pétrolières pour imposer l'embauche de « camarades proposés par la coordination ».

Depuis les barrages de mai 2000, plusieurs centaines de chômeurs avaient déjà pu être imposés dans les sociétés pétrolières. La lutte dura vingt-trois jours, avec deux piquets devant une raffinerie et trois piquets de solidarité à Mosconi. Finalement, deux sociétés acceptèrent d'embaucher quatre cents ouvriers.

7. Contre-offensive de l'Alliance

Au début de l'année 2001, l'Etat était au bord de la cessation de paiement. L'Alliance, au gouvernement depuis un an, lança une contre-offensive contre les piqueteros. Il y eut notamment le cas de La Matanza. Le ministre du Travail, qui appartenait au Frepaso, annonça une opération de recensement des 8 400 *planes de trabajo* du district. Il s'agissait, sous couleur de statistique, d'en réduire le nombre et d'en reprendre le contrôle au profit des activistes de l'Alliance et du PJ local. En même temps, Luis d'Elía, dirigeant de la FTV, membre du Frepaso et conseiller de la Matanza, était attaqué en justice. Pour riposter, la FTV et le CCC appelèrent à un barrage à La Matanza. Six mille piqueteros se rassemblèrent, mais au lieu de couper l'axe important qu'est la Route n° 3 en un point névralgique, ils choisirent de couper une route de moindre importance, la Route n° 4. Les piqueteros demandaient :

- 10 000 *planes de trabajo* ;
- l'exécution des promesses antérieures ;
- le rejet du recensement annoncé.

Après six jours de barrage, le ministère confirma son intention de procéder au recensement, tandis que les autorités provinciales et nationales refusaient de négocier. Pour sortir de l'impasse, les piqueteros se rendirent en cortège au ministère du Travail, mais en revinrent absolument bredouilles. Cet échec engendra une sérieuse crise politique au sein du mouvement piquetero de La Matanza.

Une crise du même type survint au sein du MTD de Varela, qui dut lever un barrage au bout de douze jours à Bosques sans avoir obtenu grand-chose.

Le gouvernement poursuivit son offensive dans ce climat de défaite des piqueteros. Durant les mois de février, mars et avril 2001, il arrêta de payer 2 800 *planes*, tandis que des inspecteurs commencèrent à vérifier que les autres *planes* donnaient effectivement lieu à une prestation de travail. La riposte piquetera prit la forme d'un

barrage de dix-sept jours à Isidro Casanova, l'un des quartiers de La Matanza. Finalement, le gouvernement céda et renouvela 7 500 *planes* sur les 8 400 qui avaient été accordés en novembre 2000.

8. Mosconi : les piqueteros du bâtiment

Au cours de la deuxième semaine du mois de mai 2001, un conflit éclata sur le chantier de l'agrandissement de l'hôpital de Mosconi. Les ouvriers se mirent en grève et firent une soupe populaire sur le chantier pour revendiquer un salaire de 2,50 pesos de l'heure, ou 600 pesos par mois (ce qui implique des mois de 240 heures, soit encore des semaines de 60 heures environ). Au bout de quatorze jours de grèves, les ouvriers décidèrent de couper la Route 34 et leur revendication s'élargit à tout le département de San Martín. A Tartagal, c'étaient les membres de la CTD qui allaient sur les chantiers pour appeler les maçons à s'arrêter et à rejoindre les piquets. Oviedo présente ces actions comme autant de gestes de solidarité ordinaire (des chômeurs allant sur les chantiers pour appeler les maçons à la grève). Il dit très exactement « des piqueteros de la Coordination des chômeurs, mégaphone en main, parcouraient les chantiers... (36) ».

(36) Oviedo, *op. cit.*, p. 146.

Ces détails indiquent que ces chômeurs étaient des militants et que la « vague » de grève qui s'étendait n'était pas si impétueuse puisque que quand elle arriva à Embarcación, ce fut sous la forme d'une tentative de barrage routier par le Front unitaire des quartiers. La tentative échoua et se convertit en l'installation d'un piquet « au bord de la route, avec ses propres revendications de postes de travail et de nourriture en solidarité avec les revendications salariales des autres localités (37) ».

(37) *Ibid.*

On est là en présence d'un des nombreux exemples de triomphalisme d'Oviedo, et quand il reconnaît que « le mouvement n'a pas été aussi massif que les autres fois » (*ibid.*), on doit peut-être comprendre que les militants trotskystes ont essayé de rejouer les soulèvements de 1997 et 2000 à partir de la grève des maçons d'un chantier. Et c'est probablement sous forte influence trotskyste qu'une coordination départementale établit le cahier de revendications suivant :

- amnistie ;
- salaire minimum de 2,50 pesos de l'heure sur les chantiers privés et publics ;
- un plan de travaux publics à exécuter immédiatement dans le département de San Martín ;
- dépense des royalties du pétrole dans le département ;

- rétablissement des postes de travail supprimés, et du travail pour tous les chômeurs ;
- distribution régulière de cinq tonnes de produits alimentaires ;
- distribution immédiate d’actions YPF, dues au titre de la participation, à ceux qui ont été licenciés de l’entreprise ;
- renationalisation des entreprises privatisées.

Bien que certaines entreprises aient fait des concessions, les barrages se maintinrent. Un nouveau barrage fut même établi au nord de Tartagal. Plusieurs militants, notamment du PO, furent arrêtés, ce qui entraîna des mouvements de protestation, comme la grève du 5 juin à Tartagal et Mosconi. Pendant le barrage, la société pétrolière Refinor aurait pu utiliser d’autres voies de communication que la Route 34 pour continuer à travailler. Il semble qu’elle ne l’ait pas fait pour aggraver délibérément la crise et tenter de vider l’abcès une fois pour toute.

Le 17 juin, la police disloque violemment le barrage sud de Mosconi, occupe la ville et y répand la terreur. Mosconi est isolée du reste du pays. Il y a deux morts. Mais le lendemain, la population sort dans les rues et reprend le contrôle de la ville. Deux mille travailleurs repoussent peu à peu les gendarmes, qui encerclent alors la ville et protègent les installations pétrolières. Les travailleurs installent des tentes sur la place centrale de Mosconi, qui devient le foyer de la résistance. Le gouverneur de la province se rend sur les lieux, mais personne n’accepte de le rencontrer, pas même les patrons de la chambre de commerce. Alors que la ville semble s’installer dans cette situation confuse, le Frepaso appelle à des élections et encourage les leaders piqueteros de Mosconi à se présenter et, pourquoi pas, à gérer la ville. Pour contrecarrer cette ruse démocratique, les trotskystes du PO, qui étaient d’ailleurs systématiquement pourchassés par la police, appellent à la formation d’une assemblée populaire constituante qui seule serait capable d’exercer le pouvoir dans le sens des revendications du mouvement. Luis Oviedo ne nous en disant rien, on suppose que cet appel est resté sans suite. Cet aspect du récit d’Oviedo est, lui aussi, ambigu. Les deux mille manifestants qui ont repoussé la police et pris le contrôle de la ville paraissent peu nombreux par rapport aux vingt mille de mai 2000 (voir p. 23).

La ville de Mosconi subit la répression de la police pendant des mois, au cours desquels les groupes de Buenos Aires se sont efforcés de marquer leur solidarité, notamment en coupant plusieurs ponts de la ville, opération qui obtint une bonne couverture mé-

diatique. Les participants à cette action étaient le MTR, les groupes du MTD de Solano (38), le MTD Teresa Rodríguez et le MIJP. Le succès de l'action amena la formation, sans le MIJP toutefois, de la Coordination Sud.

Fin juillet, le gouvernement supprima deux cents *planes de trabajo* au MTR, qui protesta en occupant une banque et des bureaux d'un ministère. La coordination jugea ces actions irresponsables et exclut le MTR (source personnelle).

(38) Il semble (source personnelle) que ce qui est devenu, en 2002, le MTD Solano (connu pour ses tendances autonomistes) ait pris forme à partir de nombreux groupes actifs dans cette zone.

9. Les assemblées nationales de piqueteros

Au même moment (24 juillet 2001) se tint à La Matanza la première assemblée nationale des piqueteros. Elle rassemblait toutes les organisations politiques et syndicales gauchistes impliquées dans le mouvement piquetero :

- la CCC ;
- la FTV ;
- le Frente Único de Trabajadores Desocupados (Futrade),

qui sont des organisations plus ou moins nationales, à quoi s'ajoutait des représentants provinciaux de Tucumán, Buenos Aires, Catamarca, Nord Salta, Chaco, Mar del Plata, et le Plenario de organizaciones de lucha de la zona sur de Buenos Aires (le Movimiento Teresa Rodríguez (MTR), des MTD. Il y avait enfin des organisations syndicales de base comme des sections de la CTA de Neuquén ou des mineurs de Río Turbio.

Deux points de vue s'opposèrent, explique Oviedo. Selon le PO, la question du pouvoir se posait dans un contexte de crise économique mondiale. Selon la CTA, il s'agissait de mettre en place une stratégie de « choc redistributif » par l'intermédiaire d'un front national contre la pauvreté, comportant notamment les PME et la banque coopérative. L'assemblée se contenta de voter à l'unanimité un plan national de lutte pour parvenir à :

- la suppression de la loi d'ajustement (une des nombreuses mesures d'austérité prises au cours des derniers mois) ;
- la libération des camarades emprisonnés et une amnistie.

Le programme de lutte consistait en appels nationaux à des barrages progressifs de vingt-quatre, quarante-huit et soixante-douze heures. Il fut appliqué : la première semaine, à partir du lundi 30 juillet, il y eut plus de trois cents barrages dans le pays. La deuxième semaine, Oviedo ne parle pas de barrages de quarante-huit heures, mais signale la mobilisation de quarante mille travailleurs sur la Place de Mai. La troisième semaine, il écrit que « les barrages augmentent » et indique que des travailleurs retournèrent place de Mai.

Malgré ou à cause de ce fiasco apparent, une deuxième assemblée nationale fut convoquée pour le début du mois de septembre. Entre-temps, la province de Buenos Aires était entrée dans une crise financière aiguë. Les professeurs et les *planes de empleo* (*planes de trabajo* provinciaux) étaient payés en bons dénommés *patacones* (nom d'une ancienne monnaie). Au moment de l'assemblée, les professeurs étaient en grève et les chômeurs de La Matanza et de Berisso coupaient les routes pour refuser les patacones et obtenir des pesos. L'assemblée se préoccupa de problèmes généraux comme le rejet de la dette et du FMI ou les renationalisations, et appela à l'organisation d'une grève générale active de trente-six heures.

(39) *Ibid.*

10. Les journées de décembre 2001

Dès le début décembre (39), en province, des supermarchés furent assiégés et contraints de donner des vivres, voire pillés. Dans la matinée du 19 décembre, le mouvement apparut à Buenos Aires, où les banlieues étaient pleines de rumeurs sur des dons de vivres que feraient les supermarchés locaux. La population s'y rendit, et comme il ne se passait rien, elle finit par piller les rayons également. Le soir du 19, à 23 heures, le président De la Rúa proclama l'état d'urgence. Immédiatement, la population descendit dans la rue. Tandis que les organisations politiques et syndicales, en complet décalage avec le mouvement, discutaient de savoir s'il fallait ou non manifester malgré l'état d'urgence, le centre de Buenos Aires était envahi par la population dans un immense *cacerolazo*. Il y eut par exemple des réunions dans les locaux des Hijos (40) et au Frenapo (Frente Nacional contra la Pobreza). Ce dernier décida une grève de vingt-quatre heures contre l'état d'urgence, à compter de ce jour-là minuit, mais sans manifestation ni mobilisation. Pendant ce temps, la foule, toutes catégories sociales confondues, envahissait le centre-ville en tapant sur tout ce qui pouvait faire du bruit.

(40) Regroupement « affectif et politique » d'enfants de militants disparus sous la dictature (1976-1983). Apparus en 1995, les Hijos ont procédé à des dénonciations publiques (*escraches*) de tortionnaires impunis.

Dans cette foule, on ne voyait pas les banderoles habituelles des organisations, mais pas mal de drapeaux argentins. L'atmosphère était à la fête, au moins jusqu'à une heure du matin, quand la police attaqua avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Tandis qu'une partie des manifestants s'enfuyait, une autre commençait à élever des barricades et à mettre le feu aux palmiers de la place de Mai. Les vitrines des banques furent brisées, et la police fut attaquée à coup de pierres.

Dans la journée du 20 décembre, les gens revinrent vers le centre-ville, et cela donna lieu à des heures de bagarres avec la police et d'attaques de bâtiments publics et privés. De la Rúa démis-

sionna et dut fuir en hélicoptère le palais de la présidence. Durant cette journée de bataille, les coursiers motorisés jouèrent un rôle important de liaison et d'offensive. Par groupes de cent motos, ils obligèrent les agences de courses à fermer et allèrent s'attaquer à la police (qui disposait également de motos). Déjà la veille, beaucoup s'étaient spontanément joints au *cacerolazo*.

Le 23 décembre, Rodríguez Saá devient président en promettant un million d'emplois, un salaire minimum de 450 pesos et le non-paiement de la dette extérieure. Mais le 28 décembre, la Cour suprême confirma la légalité du *corralito* (limitation des retraits bancaires), ce qui provoqua un nouveau *cacerolazo*. D'importantes manifestations convergent alors vers la place de Mai, qui redevient un champ de bataille. A 16 heures, des manifestants envahissent le Parlement, mettent le feu au mobilier qu'ils jettent sur le trottoir. D'autres attaquent les banques ou les fast foods américains.

Saá démissionne le 30. Le 2 janvier 2002, il est remplacé par Eduardo Duhalde.

Durant toute cette période, les manifestations furent nombreuses et quotidiennes. Les banques étaient régulièrement attaquées, vitrines brisées et mobilier brûlé. A Casilda (petite ville à l'ouest de Rosario), une manifestation de 7 000 personnes, convoquée par les chômeurs, les syndicats et même les petits patrons, détruisit les six banques.

**Ci-dessous :
piqueteros de la
Coordination de
chômeurs
Anibal Veron au pont
Pueyrredón,
en juin 2002.**



Deuxième partie

LA PÉRIODE 2002-2006

1. Après les journées de décembre 2001

On ne dispose pas d'une source aussi exhaustive que celle de Luis Oviedo pour suivre l'évolution du mouvement piquetero dans les années 2002-2006. Essayons d'esquisser la trajectoire à partir d'éléments disparates. La tendance générale fut celle d'une dichotomie croissante entre l'institutionnalisation des mouvements piqueteros qui se transformaient en agences de distribution d'aides sociales et la radicalisation d'une frange, principalement dans les MTD, qui cherchaient à garder une ligne anticapitaliste.

Bien que les luttes n'aient pas cessé après la chute du gouvernement Duhalde, elles devinrent bientôt plus éclatées. Trois types de conflit se côtoyaient : les ouvriers luttèrent contre les licenciements, les fonctionnaires contre les retards de salaire et les chômeurs pour des moyens de survie. En 2002, le nombre des barrages a varié entre 2 300 et 6 000 selon les sources.

Le 16 février 2002, des groupes piqueteros radicaux tinrent une troisième assemblée nationale (41). La CTA et la CCC n'y participèrent pas, ni donc les organisations de chômeurs qui leur étaient affiliées. Il y avait deux mille délégués, des représentants des syndicats et des ouvriers de Bruckmann et de Zanón. Les piqueteros évoquèrent plusieurs projets de barrages : devant les raffineries de Repsol-YPF, devant les banques, tout en regrettant que les travailleurs de ces entreprises ne se mettent pas en grève de solidarité. Un blocage de toutes les raffineries du pays aura effectivement lieu le 25 février. Mais les travailleurs des raffineries ne se mirent pas en grève. L'assemblée décida pour le 20 février un ensemble de barrages et un *cacerolazo* (concert de casseroles) pour soutenir les revendications suivantes :

- libération des camarades emprisonnés et amnistie ;
- jugement et condamnation des responsables des morts lors des journées de décembre ;
- pas de paiement de la dette extérieure ;
- nationalisation des banques et institutions financières ;
- interdiction des licenciements et lock-out ;
- remboursement immédiat de leurs économies aux petits épargnants ;

(41) Ce qui suit d'après El Argentinazo : *Aufstand in Argentinien*, supplément à *Wildcat-Zirkular* n°63, mars 2002.

- postes de travail véritables et durables par la répartition du travail disponible sans baisse de salaire ;
- salaire minimum et soutien aux chômeurs en fonction du coût de la vie ;
- « à bas Duhalde et le FMI » ; « Pour un gouvernement de travailleurs. »

Certaines de ces revendications marquent la présence de militants trotskystes, communistes et guevaristes dans l'assemblée. Ceux-ci ont transformé l'assemblée en combat de tranchées pour imposer leurs slogans au travers de « leurs » organisations de chômeurs. Les militants moins aguerris n'y voyaient que le retour, en petit, de la politique professionnelle que tout le monde rejetait (« Que se vayan todos », « Qu'ils s'en aillent tous »). Le fractionnement du mouvement piquetero se précipita en une multitude de conflits locaux.

Le 26 juin 2002, des piqueteros d'Avellaneda (zone sud de Buenos Aires) se rendirent en manifestation vers le centre de la capitale pour protester contre la venue de représentants du FMI. La répression fut particulièrement forte. La police tira à balles réelles et fit deux morts, assassinés de sang-froid, et des centaines de blessés par balle, dans ce qu'on dénomma le massacre d'Avellaneda. Ces événements, qui reçurent une forte couverture médiatique, contribuèrent à précipiter les élections qui allaient amener Kirchner au pouvoir. Ils eurent aussi pour effet de démobiliser le mouvement, notamment dans les classes moyennes.

Marcela Lopez Levy (42) estime qu'il y avait, en 2002, plus de douze organisations nationales de piqueteros dans le pays. Il est remarquable que les participants actifs à ces groupements aient été à 80 % des femmes. Marcela Lopez Levy distingue trois courants dans les groupes piqueteros :

(42) *Op. cit.* p. 80

- ceux qui étaient organisés par les syndicats indépendants comme la CTA ou le CCC. On estime qu'ils représentaient les deux tiers du mouvement piquetero, et ce sont ceux qui disposaient des meilleures ressources, grâce à leurs liens avec les partis politiques, notamment socialistes et nationalistes. Ces chômeurs se considéraient comme des travailleurs en puissance, voulant récupérer leurs droits et insistaient sur leur dignité ;

- ceux qui se regroupaient autour des partis d'extrême gauche. Ils représenteraient 20 % du total. Ils considéraient que les barrages routiers étaient le début de la révolution qui renverserait l'Etat. Ils étaient très critiques à l'égard de tout le monde politique officiel ;

- les MTD (14 % du total) étaient les plus aguerris au combat de rue contre la police. Leur discours était celui de l'autonomie :

.(43) Julio Ferreyra (MTD Lanus), cité par Marcela Lopez Levy, *op. cit.*, p. 88.

« Nos principes sont l'horizontalité, l'autonomie et la démocratie directe... Je ne suis pas un leader (43). » La plupart ne tenaient que grâce aux aides publiques, mais ils insistaient sur leur objectif de parvenir à s'en passer. Le MTD La Matanza se distinguait par le refus des aides publiques. Mais il disposait d'aides de l'étranger, y compris en nature : comme ce MTD suscitait beaucoup d'intérêt de la part d'universitaires étrangers, il n'acceptait d'être un objet d'étude qu'en échange de cours de sociologie et de formation au travail social. Les MTD étaient actifs sur une base locale, mais se fédéraient à un niveau plus large. Un exemple est la coordination Anibal Verón, du nom du militant tué par la police au cours d'un barrage.

La structure décrite par Marcela Lopez Levy indique donc que le mouvement piquetero comportait un fort noyau plus ou moins bureaucratisé et jouant sans arrière-pensée le jeu du clientélisme pour attirer les militants et adhérents. A l'opposé, les MTD, parents pauvres de la distribution des *planes*, étaient engagés dans une radicalisation où le discours anticapitalisme ne disparaissait pas.

(44) Pour ce qui suit voir *Mouvement communiste* n°6, janvier 2003.

2. La CTD Anibal Verón et le MTD Solano

La Coordinadora de Trabajadores Desocupados Anibal Verón (44) fut créée officiellement en août 2002. Elle regroupait environ sept mille personnes, surtout dans la zone sud de Buenos Aires. La CTD Anibal Verón refusait de collaborer avec les partis électoralistes, y compris de gauche, et voulait agir à la base de façon indépendante. Elle y travaillait depuis plusieurs mois et comptait déjà à son actif :

- un réseau d'ateliers ;
- une boulangerie, employant vingt ouvriers en quatre équipes pour produire 200 kg de pain par jour ;
- des cantines ;
- des cordonneries ;
- la construction de logements ;
- des bibliothèques ;
- des jardins ouvriers. Pour cela, il a fallu que le MTD d'Almirante Brown, membre de la Coordination occupe un terrain. Ils étaient trois cents quand la police arriva, mais une demi-heure plus tard, ils étaient mille, et bientôt six mille ;
- une pharmacie communautaire ;
- une briqueterie à Lanus (3 000 briques/jour).

(45) Pour ce qui suit, voir www.alencontre.org

La CTD Anibal Verón comptait 14 MTD parmi ses membres. Il y avait notamment le MTD Solano (45), qui avait démarré

quelques années plus tôt en occupant pendant deux ans l'église de Solano. Il était basé dans six quartiers et regroupait régulièrement 5 000 participants. Il disposait de cantines populaires, dont l'alimentation en viande venait souvent des usines frigorifiques du coin en conflit. Comme tous les autres, le MTD Solano gérait des *planes de trabajo* ou équivalents, mais insistait pour qu'ils soient utilisés par ses propres militants pour « développer une nouvelle forme de vie commune ». Cette utilisation en interne n'a pas été facile à réaliser, car il fallut lutter contre les *punteros* (hommes de main) des partis officiels pour obtenir le contrôle des aides.

Pour ce qui concerne le « nouveau mode de vie », le cas de la boulangerie en donne un exemple : il n'y avait dans l'équipe qu'un boulanger professionnel, mais il transmettait son savoir-faire à qui voulait et le travail se faisait ainsi de façon égalitaire et instructive. Ceci explique sans doute la faible productivité de la boulangerie (vingt personnes pour passer quatre sacs de farine par jour !). Et c'est aussi une des raisons pour lesquelles les membres du MTD insistaient régulièrement sur le fait que la production matérielle n'était pas leur seul objectif, mais qu'ils avaient aussi la volonté de modifier les rapports entre les gens. Par exemple, ils insistaient pour prendre leurs décisions par la recherche du consensus, et non par des votes. Cela prenait sûrement beaucoup plus de temps, mais était considéré comme nécessaire pour ce fameux changement des mentalités. C'est un thème qui reviendra constamment au sein du courant autonome dans les années suivantes.

Ces deux éléments sont importants : faible productivité assumée de la boulangerie, et caractère interactif des rapports dans la production. Ils sont ce qui reste quand la politique d'assistance, officielle ou officieuse, a échoué, c'est-à-dire est restée insuffisante pour assurer une aide sociale (ou même une assistance liée à un travail) qui rapporte assez aux piqueteros pour qu'ils mènent une vie « normale ». Il montre ce à quoi les prolétaires sont contraints quand le rapport salarial (même dans sa forme distendue d'aide sociale) ne se reproduit plus (46). On reviendra en conclusion sur cette contrainte à l'expérimentation (47) que créent pour les prolétaires les circonstances de la crise du capital.

3. Baisse de popularité des piqueteros

C'est en avril 2003 que Kirchner est élu président. Sa politique vis-à-vis des piqueteros est d'abord conciliante, et il se fait un allié de Luis d'Elía, le secrétaire général de la FTV, en échange d'un programme d'aides sociales et de la création de coopératives (48). Cela provoque une rupture dans le mouvement piquetero, au point

(46) Un autre signe de cet échec de la politique d'assistance est le développement exponentiel de la profession de chiffonnier (*cartonero*). La coopérative de Lomas de Zamora regroupait ainsi 15 000 familles, dans une ville de 800 000 habitants. (*The Economist* du 22 août 2002.)

(47) Selon l'expression de la revue *Meeting* dans « Argentine, une lutte de classe contre l'autonomie » (*Meeting* n° 2, septembre 2005, BP 31, Marseille cedex 20).

(48) D'Elía devint brièvement ministre du logement en février 2006. Il dut démissionner en novembre de la même année pour un désaccord publiquement exprimé en matière de politique étrangère (*The Economist* du 18 novembre 2006).

que d'Elía se dit prêt à prendre les armes contre les piqueteros « révolutionnaires ».

(49) *The Economist*
du 18 décembre 2003.

En 2003, le nombre des barrages aurait baissé de moitié. Les organisations de piqueteros, même celles favorables à Kirchner, ne contrôlaient plus que 10 % des *planes de trabajo*, le reste étant contrôlé par les leaders péronistes locaux (49), fidèles à Kirchner, et qui utilisaient les *planes de trabajo* de façon tout aussi clientéliste que les organisations piqueteras. Il y a alors en tout environ 2,2 millions de personnes qui bénéficient d'une forme ou d'une autre d'aide sociale (le pays compte 38 millions d'habitants).

(50) D'après le site
latinreporters.com

En mars 2003 (50), la typologie du mouvement piquetero était la suivante :

◆ **les modérés :**

- la Federación Tierra y Vivienda ;
- le Corriente Clasista y Combativa.

Ils contrôlaient 70 % de la part piquetera des aides. La FTV, qui revendiquait 120 000 adhérents, faisait campagne pour que les *planes* passent, à long terme, à 380 pesos plus 60 pesos par enfant à charge (51) ;

(51) Selon le quotidien
britannique *Financial Times*
du 11 décembre 2003.

◆ **les radicaux :**

- le Bloque piquetero nacional ;
- le Polo Obrero (façade piquetera du Partido Obrero, trotskyste) ;
- le Movimiento Territorial de Liberación (Parti Communiste) ;
- le Movimiento Teresa Rodríguez ;
- le Movimiento Socialista de Trabajadores (MST Teresa Vive)
- le MIJP (initialement mouvement de retraités, dirigé par Raúl Castells (trotskyste) ;
- la CTD Anibal Verón.

Le total des *planes* attribués aux organisations de piqueteros est estimé entre 230 000 et 280 000.

L'année 2003 a été marquée par une sensible reprise de la production industrielle, et ce nouveau climat économique n'a pas été favorable aux piqueteros. Socialement, la reprise impliquait la fin de l'alliance objective entre le prolétariat et les classes moyennes, qui avait culminé durant les journées de décembre 2001. Les piqueteros ne s'arrêtèrent pas pour autant. Et les appels de la classe moyenne à une politique de répression ferme, notamment contre les barrages routiers, laissaient le gouvernement de Kirchner hésitant. En novembre, des piqueteros incendièrent un réservoir de pétrole de la société privée Tec Petrol, située à Tartagal. Ils bloquèrent aussi plusieurs raffineries à Salta. La police les délogea le 23 novembre 2003, mais les gens de Mosconi descendirent dans la

rue et cela donna lieu à des batailles et des destructions. La revendication de départ n'était pas nouvelle : les piqueteros demandaient que soit tenue la promesse de distribuer des actions de la société pétrolière publique YPF au moment de sa privatisation. Ce mouvement fut réprimé, plusieurs piqueteros furent arrêtés : un campement s'installa devant le tribunal pour réclamer leur libération, qui intervint en février 2004. Malgré ces luttes et ces succès locaux, l'unité du mouvement dans son ensemble était impossible. En décembre, deux groupes distincts de piqueteros n'arrivèrent pas à s'unir pour célébrer les journées des 19 et 20 décembre 2001 en bloquant le centre de Buenos Aires (52).

En 2004, les barrages étaient quotidiens, mais il y avait une certaine lassitude, tant dans l'opinion publique et dans l'alliance avec la classe moyenne que chez les radicaux eux-mêmes, qui relâchèrent « le harcèlement auquel les entreprises étaient soumises. On a enregistré ces dernières semaines très peu de plaintes pour menace et le nombre d'attaques a diminué (53) ».

La politique de division et de séduction de Kirchner en direction des organisations piqueteras poursuivait ses effets. L'apparition de revendications nouvelles indique le déplacement des centres d'intérêts des mouvements de chômeurs. En juillet 2004, le Movimiento de Unidad Popular et le MTD de La Plata manifestèrent devant le tribunal de La Plata pour la libération d'un de leurs militants. Ensuite, ils marchèrent jusqu'à la mairie pour poser les revendications habituelles comme de la nourriture, des équipements pour les cantines, des travaux d'infrastructure dans les quartiers, mais aussi l'achat par la mairie d'une partie de la production des micro-entreprises mises sur pied par les groupes (54). Cette dernière revendication donne une mesure de la difficulté rencontrée par tous les groupes à développer des activités permettant de se passer du système d'assistance sociale.

Durant cette période, les piqueteros subissaient la politique de la carotte et du bâton de la part de Kirchner. Après les avoir tolérés pendant la première année de son mandat, celui-ci leur envoya la police quand ils essayèrent de bloquer les guichets d'une des grandes gares de Buenos Aires, Constitución. Pour que le message soit clair, le nombre de policiers était le double de celui des piqueteros.

Il envoya aussi la police place de Mai contre une manifestation protestant contre la visite du directeur du FMI (31 août). Mais à la mi-septembre, il convia le CCC et le MTD Anibal Verón à dialoguer autour d'une offre de dix mille *planes de trabajo*. Le MTD Anibal Verón en était en effet arrivé à la notion de « soutien critique » à Kirchner, cherchant surtout à discuter avec le gouvernement du nombre

(52) Pour ce qui précède, la source est l'agence sur Internet Indymedia.

(53) D'après un haut fonctionnaire cité par *Courrier International* du 7 octobre 2004 citant *El País* (s. d.). Même source pour tout ce paragraphe

(54) Source Indymedia.

des *planes de trabajo* et de l'organisation de travaux publics. De son côté, le Polo Obrero admettait qu'il n'avait « plus besoin de descendre dans la rue tous les jours », et qu'il allait devoir former de nouvelles alliances. Les piqueteros modérés partisans de Kirchner formèrent d'ailleurs un nouveau Frente de Organizaciones Populares.

Il est normal, dans ce climat, que de petits groupes de piqueteros aient cherché à radicaliser leurs actions, par exemple en occupant des péages d'autoroute, ou en occupant neuf restaurants MacDo. D'autres attaquèrent le siège du groupe espagnol Repsol, une des sociétés pétrolières privées qui a repris YPF. On signale aussi le saccage d'un commissariat après la mort d'un piquetero arrêté par la police (55).

(55) *The Economist*,
1^{er} juillet 2004.

Rien que fin août et début septembre 2004, on peut repérer les actions suivantes (56) :

(56) Source Indymedia.

- le MIJP, dont le leader Raúl Castells était en prison en attente de jugement pour « réquisition » dans des supermarchés, continuait de camper devant la Fiscalía de Investigaciones (bureau du procureur) de la ville de Resistencia (capitale du Chaco) ;

- le CCC et une partie du MTD Anibal Verón barraient le pont de Puyrredon. Leurs revendications étaient la généralisation des *planes de trabajo* et l'augmentation de leur valeur ;

- le FTC bloquait les guichets de la gare Constitución de Buenos Aires pour inciter les voyageurs à circuler gratuitement et pour demander du travail et la renationalisation des chemins de fer. Il protestait aussi contre la criminalisation de la protestation sociale ;

- d'autres groupes coupèrent l'autoroute à La Plata ;

- un grand nombre d'organisations de chômeurs (57) s'unirent pour organiser, place de Mai, une manifestation de protestation contre la répression. Le gouvernement boucla la place avant qu'elles n'y pénètrent.

(57) Bloque Piquetero Nacional, Movimiento sin Trabajo, Teresa Vive, MIJD, CTD Anibal Verón, Bloque Obrero y Popular, Frente Popular Dario Santillán, assemblées populaires, organisations des droits de l'homme, partis de gauche.

En 2005, la reprise économique se confirma, mais l'inflation revint avec elle. Au premier semestre, elle était déjà de 17 % en rythme annuel. Un des facteurs favorables à la reprise économique était que le gouvernement était parvenu à restructurer la dette de façon à ce que les créanciers acceptent de remplacer leurs titres par de nouvelles obligations d'Etat, de moindre valeur, portant de plus faibles intérêts sur une échéance plus longue. Au total, ils ne récupèrent ainsi que 33 % de leurs droits – et encore, uniquement sous forme de papier promettant paiement... Ce nouveau climat ne supprimait pas le chômage, ni donc les piqueteros et leurs mouvements. Mais il les isolait un peu plus et les livrait plus facilement à la répression.

Ainsi en juin 2005, un cortège de piqueteros essayait d'atteindre la place de Mai de Rosario pour présenter une pétition à Kirchner. Ils étaient accompagnés de plusieurs organisations et partis politiques. A l'angle de deux avenues, ils furent confrontés à un groupe d'une centaine de personnes dont beaucoup portaient des écharpes « Barrios de Pie » ou « Barrios de Pie Seguridad » qui leur barraient le passage et les insultaient (« On en a marre de vous », « On ne vous donne pas le passage »). Ils les attaquèrent et volèrent même la caméra du représentant local de l'agence Indymedia (58).

(58) Source Indymedia.

Tandis que la presse relayait de plus en plus le message selon lequel « les gens en ont assez des grèves et des barrages », vingt organisations piqueteras mirent sur pied en août 2005 un programme de lutte d'une semaine, portant les revendications habituelles (généralisation et augmentation des *planes de trabajo*, libération des camarades emprisonnés, obtention de « véritables » emplois, etc.). Il consista à établir un campement sur la place de Mai, organiser des marches dans la ville, ouvrir certains péages d'autoroute et, en province (Jujuy, Salta, Tucumán) établir des barrages routiers.

Les organisations participantes étaient de ces structures radicales qu'Indymédia qualifie d'« organisations de chômeurs indépendantes de l'Etat » (il y avait notamment le Polo Obrero, l'Unión de Trabajadores Piqueteros, le Frente Popular Dario Santillan, le MTD Anibal Verón, la CTD Anibal Verón, le FTC [59] Nacional, le FTC Mesa Nacional, le Movimiento Teresa Rodríguez La Dignidad, le MTR-Coordinadora de Unidad Barrial...). Cette liste incomplète donne une idée des scissions qui ont eu lieu dans le mouvement piquetero « radical » et de la dispersion que cela a entraîné. La difficulté croissante de ces petites organisations à obtenir une masse suffisante d'aide de la part de l'Etat pour survivre fait probablement partie des causes de cette dispersion.

(59) Frente de Trabajadores Combativos.

L'article d'Indymedia conclut d'ailleurs : « Ni les journalistes, ni le gouvernement ne parviennent à comprendre comment, avec tout ce harcèlement de la part de la presse et de l'Etat, qui distribue de façon discrétionnaire l'aide sociale au profit de ses hommes de main (*punteros*), les mouvements de chômeurs continuent d'exister partout dans le pays, montant des cantines, des établissements productifs, formant et éduquant les gens, tenant des assemblées, organisant les quartiers et offrant une possibilité de dignité face à l'oppression quotidienne du pouvoir. »

Confirmant l'aggravation du climat répressif, une manifestation-commémoration a été bloquée pour la première fois le 26 août 2005. Le Frente Popular Dario Santillán, le MTD et d'autres

organisations commémorèrent l'assassinat de Dario Santillán et de Maximiliano Kosteki (le 26 février 2002) en établissant un barrage pacifique sur le pont Puyrredon tous les 26 du mois. Ce 26 août, l'accès au pont leur fut interdit par la police. Et quand les organisations voulurent remplacer le barrage par une manifestation place de Mai, elles la trouvèrent bouclée par la police.

4. Création d'un mouvement de chômeuses

C'est aussi en août 2005 qu'a été fondé le Movimiento de Mujeres Desocupadas (MMD) de Tartagal. Une quarantaine de femmes, en majorité jeunes et chefs de famille, dont certaines appartenaient à l'un des deux mouvements piqueteros majoritaires de la ville, décidèrent qu'elles préféreraient lutter seules en tant que femmes et demander du travail sans intermédiaires. Cette notion d'intermédiaires renvoie sans doute au fait que, si les femmes étaient majoritaires dans les organisations piqueteras, elles ne l'étaient pas dans les organes dirigeants de celles-ci. Et elles étaient probablement lésées au moment de la répartition de ce que le mouvement avait remporté.

L'activité des militantes du MMD commença par du porte-à-porte dans les usines – où on leur répondit qu'il n'y avait du travail que pour les hommes. Vers la fin de l'année 2005, elles décidèrent d'établir des barrages. Le premier jour, elles furent aussitôt arrêtées et relâchées. Le deuxième jour, elles y retournèrent, et l'entreprise leur proposa onze postes d'une durée d'un mois à 500 pesos. Elles acceptèrent et se partagèrent, à parts égales entre toutes, la somme des onze salaires. Depuis, tout en revendiquant des « vrais » emplois et des bourses scolaires pour leurs enfants, elles cherchent des petits boulots et tiennent trois jardins.

Le 27 janvier 2006, trente femmes du groupe se rendirent à Piquirondo, à 25 km au nord de Tartagal, pour réclamer du travail. Elles bloquèrent un chemin d'accès utilisé par les sociétés pétrolières. On leur envoya la police – du personnel féminin. Les piqueteras formèrent une chaîne et résistèrent victorieusement aux policières. Le lendemain, les policières revinrent accompagnées de l'infanterie. Elles furent délogées, dix-sept d'entre elles arrêtées, douze libérées le jour même tandis que les cinq autres restèrent détenues pendant cinq jours.

Pour l'instant, c'est tout ce qu'on sait du MMD de Tartagal. Mais il n'est pas besoin d'en savoir plus pour comprendre que sa création marque un recul dans le mouvement d'ensemble. La séparation de la lutte des chômeuses de celle des chômeurs, comme toute séparation fondée sur la race, l'âge, la nationalité, etc., va à l'encontre

de l'abolition des catégories de la société capitaliste, que l'on voit ébranlées dans les phases de lutte plus intense.

5. Le cas du secteur pétrolier de la province de Santa Cruz

Depuis la mi-2004, toute la province était agitée de mouvements multiples sur des questions de salaires des fonctionnaires et de luttes contre la répression. Le 25 août 2004, les sociétés pétrolières privées de la province de Santa Cruz essayaient d'acheter la paix sociale en signant un accord avec la municipalité de la ville de Pico Truncado. Celle-ci recevait un total de 12 millions de pesos par an pour « atténuer l'impact au niveau de l'emploi... et mettre en marche de nouvelles infrastructures » (60). Dans les faits, si au départ sept cents personnes reçurent une allocation de 700 pesos, elles n'étaient plus que cent en décembre 2005. La mairie expliquait que les sommes non distribuées étaient investies dans une usine de retraitement des déchets.

(60) Voir Ramón Amaya, « Petroleo y protesta social. El caso de Santa Cruz ». Sur Internet, <http://lavaca.org/seccion/actualidad/1/1318.shtml>

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, les travailleurs aient trouvé que la paix sociale avait été mal « vendue » et que l'accord ne tenait plus. En juillet 2005, des piqueteros barrèrent les routes 12 et 99 à Canadon Seco pour réclamer des emplois dans le secteur pétrolier. Le 19 juillet, 200 chômeurs occupèrent une usine de Repsol et bloquèrent les bureaux de Vintage Oil. Ils furent délogés le 20, et 44 personnes arrêtées furent emmenées à Caleta Olivia, où les protestations entraînèrent de nouvelles arrestations. Par ailleurs, le 1^{er} septembre 2005, les travailleurs du secteur pétrolier bloquèrent la sortie des camions de Repsol à cause du licenciement de deux délégués syndicaux – qui seront réintégrés. Les travailleurs demandaient aussi une augmentation de salaires, pour passer de 650 à 850 ou 900 pesos par mois. Ils n'obtinrent sans doute pas satisfaction, puisque le 21 octobre, quatre cents travailleurs du pétrole s'installaient devant le gouvernement provincial de Santa Cruz. Un groupe de policiers venu pour les réprimer se joignit à eux : dans la nuit, le gouverneur acceptait verbalement toutes les revendications. Il ne tiendra pas parole, et ça repartira en novembre.

Le 23 janvier 2006, deux mille travailleurs du pétrole se mirent en grève à Las Heras (localité de 15 000 habitants dans la province de Santa Cruz). Ils demandaient la suppression d'un impôt sur leurs revenus et l'application de la convention collective du pétrole (et pas celle de la construction dont ils dépendaient à ce moment). Ils appuyèrent leur arrêt de travail en coupant la Route 43.

Si les salaires des travailleurs du pétrole étaient relativement bons, il faut tenir compte du fait que le coût de la vie est nettement

(61) « Vida cotidiana en Santa Cruz, Sociedad democrática o latifundio » (6 février 2006), <http://lavaca.org/seccion/actualidad/1/1287.shtml>

plus élevé dans cette province du sud. Les puits de pétrole avaient cessé d'être exploités à la fin des années 1990, puis le travail avait repris. Les conditions étaient très dures, tant à cause du climat que des sociétés exploitantes. Les puits étaient éloignés de Las Heras où habitaient les ouvriers, ce qui obligeait à de longs transports, et les journées étaient très longues. La ville elle-même était tristement célèbre pour le nombre élevé des suicides de jeunes, à tel point que l'Unicef y avait envoyé une équipe spécialisée dans la résolution des conflits (61).

Le 6 février, alors que la grève et le barrage continuaient, l'arrestation du dirigeant de la grève provoqua une manifestation devant la prison. La police attaqua la foule, qui atteignait quatre mille personnes. Des coups de feu furent tirés de part et d'autre, et un policier fut tué. Le dirigeant fut bientôt libéré.

Le 24 février 2006, des dissidents de la section locale du syndicat des ouvriers du pétrole de Las Heras manifestèrent pour demander le retrait des gendarmes de la localité, qui vivait de plus en plus sous un régime de répression proche de l'état d'urgence. La mobilisation fut faible (trois cents personnes selon le quotidien *La Razón*). Le leader piquetero Pitrola (PO) participait à la manifestation, notamment. A Buenos Aires, le Correpí (organisation de défense des droits de l'homme et de protestation contre la répression) appela à une manifestation de solidarité pour le lundi 27 février.

Le 11 mars 2006, un communiqué protestait contre le licenciement de quarante-deux travailleurs de la société d'exploitation pétrolière Indus « pour avoir exercé le droit de grève ». La grève était toujours la même et posait toujours les mêmes revendications. Le communiqué dénonçait la militarisation de Las Heras : nombreuses arrestations, interventions de groupes paramilitaires, les téléphones portables ne marchaient plus, Internet était coupé. La ville était quasiment coupée du reste du pays. Le communiqué était signé « familles des détenus, travailleurs d'Indus, travailleurs du pétrole, peuple de Las Heras, organisations des droits de l'homme ». Et il informait qu'une assemblée permanente se tenait dans l'église du village, « unique lieu sûr... pour l'instant » à Las Heras.

On ne sait pas comment s'est terminée cette phase où la lutte des chômeurs et celle des salariés sont étroitement liées et recourent toutes deux à la forme piquetera. Mais dans l'ensemble du pays, la lutte des chômeurs se poursuit, même si c'est dans une dispersion et une indifférence toujours plus grandes. Pour l'instant, la stabilisation de la situation argentine fait que les possibilités du mouvement social sont limitées à des actions ponctuelles, qui montrent au moins que la forme piquetera fait définitivement partie de l'arsenal quotidien des prolétaires argentins.

CONCLUSIONS

ET COMMENTAIRES

1. Nature exceptionnelle du phénomène piquetero

Nulle part ailleurs qu'en Argentine, un chômage massif n'a donné lieu à un mouvement social aussi particulier que le mouvement piquetero (62). Visiblement, le taux élevé du chômage n'est pas un facteur suffisant pour provoquer ce type d'organisation des luttes. Il faut probablement aller en chercher l'explication du côté de la tradition de lutte en dehors des lieux de travail que la classe prolétaire argentine a développée par nécessité, principalement en raison de l'absence d'un système étatique de protection sociale efficace. Le fait que la lutte se situe sur le terrain de la reproduction immédiate explique la présence massive des femmes dans le mouvement.

Nous avons déjà vu que l'origine de certains groupements de chômeurs se trouve dans la crise interne et la contestation externe de certaines institutions caritatives et/ou clientélistes bien antérieures à l'explosion du chômage du milieu des années 1990. Depuis le début des années 1990, une multitude d'activités se sont développées et ont tissé des liens entre les travailleurs à l'extérieur des lieux de travail. Almeyra cite notamment des cantines et des crèches, des jardins communautaires, des boulangeries communautaires, la construction de logements collectifs, des ateliers de couture, des bibliothèques... (63). De telles activités fournissaient instantanément le substrat des liens que les chômeurs devaient tisser entre eux pour se regrouper et passer à la phase piquetera.

Un autre exemple est celui de Luis d'Elía, leader piquetero de la FTV-CTA. Sa formation initiale est celle des « communautés ecclésiales de base » (CEBS), qui remontent aux années 1980. C'est en tant que membre d'une telle communauté qu'il participa en janvier 1986, à La Matanza, à la création d'un « bidonville-colonie ». Cette opération, qui avait le soutien du diocèse de Quilmes et de la CGT, était organisée méticuleusement sur le plan matériel et urbanistique, tandis que sur le plan idéologique, les colons utilisaient les textes de la Bible pour justifier leur action. Il y eut ensuite d'autres initiatives du même type, jamais improvisées : les colons repéraient un terrain, et ce n'est qu'après de nombreuses réunions préparatoires dans le cadre des CEBS que l'opération était menée, souvent la nuit pour déjouer la police. On estime qu'en 1990, il existait 109 bidonvilles de ce type dans le grand Buenos Aires, regroupant 173 000 habitants (64).

(62) Durant la grande crise de 1929, aux Etats-Unis, il y eut des regroupements de chômeurs qui luttèrent contre les expulsions, les coupures de gaz, etc. Il y eut des réquisitions de produits alimentaires dans les magasins. Il y eut aussi des réseaux de troc. Autant de phénomènes présents en Argentine depuis 1995. Mais le principe du barrage routier n'est pas présent aux Etats-Unis dans les années 1931-1934, du moins d'après le récit qu'en fait Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis*, éd. Agone, 2002, p. 437 sq. Par ailleurs, Jean-Louis Rocca, dans *La Condition chinoise* (L'Harmattan, 2006, p. 188), signale qu'en Chine les autorités « craignent particulièrement le blocage des artères de centre-ville ou d'un axe ferroviaire » par des ouvriers licenciés victimes des restructurations du secteur public. Rien n'indique que ces actions ont une ampleur et une durée comparable à l'Argentine.

(63) Guillermo Almeyra : *Rébellions d'Argentine, Tiers Etat, luttes sociales et autogestion*, éd. Syllepse, 2006, p. 190.

(64) Sur cet aspect du mouvement, voir Raúl Zibechi : *Argentine, Généalogie de la révolte*, Editions CNT-RP, Paris 2004, p. 138 sq.

Lorsque, à partir de 1995, le ralentissement économique s'accéléra, ces institutions se trouvèrent contestées parce qu'elle ne pouvaient plus suffire face à une demande d'assistance en pleine augmentation. En même temps que se formaient des coordinations ou autres formes de regroupement, par scission de l'Eglise ou du réseau des *manzaneras* (femmes [cuisinières] responsables d'un pâté de maison), les licenciements massifs résultant de la politique forcenée de privatisation menée par le gouvernement faisaient affluer vers les mouvements de chômeurs des militants syndicalistes ou politiques de diverses origines. On a vu ainsi les ouvriers du pétrole de Neuquén ou de Salta, devenus chômeurs, inventer les barrages routiers et être la cheville ouvrière des mouvements de chômeurs de leur région.

Guillermo Almeyra prend les choses un peu de la même façon, mais plus en amont. Six facteurs, selon lui, ont rendu possibles les piqueteros et leurs organisations territoriales. En premier lieu, il y a l'existence même du système d'assistanat créé par Alfonsín en 1985 : le Plan alimentaire national, avec ses *manzaneras* et ses *punteros* (hommes de main, chargés d'obtenir la collaboration de la population au moment des élections ou des manifestations). La crise de ce système a été évoquée plus haut. Almeyra la prend en compte également pour expliquer comment *manzaneras* et *punteros* ont pu passer dans le camp piquetero – simplement parce que leur tutelle politique ne fournissait plus la contrepartie matérielle de leur collaboration politique. Il mentionne également l'existence « d'un vaste réseau d'ex-travailleurs, anciens syndicalistes... avec une éducation péroniste... ». Il désigne là le transfert, au moins partiel, des pratiques militantes dans le milieu des chômeurs où ces syndicalistes sont précipités par la crise. Apparaissent ainsi de nouveaux leaders, mais cette fois dans les quartiers, pas dans les usines. C'est pour Almeyra le quatrième facteur favorable à la formation du phénomène piquetero : l'existence de dirigeants vivant dans les mêmes quartiers que les chômeurs, alors que les dirigeants syndicalistes étaient des bureaucrates vivant très loin du monde ouvrier qu'ils représentaient. Cinquième facteur : les révoltes elles-mêmes, qui explosaient périodiquement dans les quartiers à l'occasion de divers conflits (sur les loyers, sur les coupures d'électricité, sur l'alimentation...). Almeyra cite enfin les pratiques de racket des organisations de gauche qui s'implantaient dans les quartiers et qui « elles aussi ont intégré dans leurs structures des *punteros* et des *manzaneras*. Elles font l'appel de leurs affiliés pour les obliger à aller aux manifestations, sous peine de ne pas donner le sac de provisions et l'allocation du Plan... (65) »

(65) G. Almeyra, *op. cit.*, p. 173.

Il existait donc, dans la société argentine, toute une tradition de luttes dures en dehors des lieux de travail et sur une base territoriale. Les chômeurs y ont trouvé un terrain fertile pour développer le phénomène piquetero.

L'importance de la base territoriale dans la naissance du mouvement piquetero est à la mesure de la désindustrialisation du pays et donc du fait que les usines perdaient beaucoup de leur rôle de regroupement de la classe ouvrière. À l'inverse, les quartiers jouaient d'autant plus ce rôle que les femmes y avaient déjà, depuis des années, une activité de survie immédiate collective (cuisine ou ateliers de couture, garde-robe), a fortiori quand ces quartiers étaient des bidonvilles-colonies développés par la classe ouvrière dans un mouvement organisé collectivement. Cette base territoriale de regroupement piquetero explique aussi l'extraordinaire solidarité dont ont plusieurs fois bénéficié les piqueteros face à la répression. Nous avons ainsi vu la population sortir de chez elle et les rejoindre face à la police et à l'armée, par exemple lors des deux Cutralcazo ou à Mosconi en mai 2000 et en juin 2001. Ces mouvements ont montré l'intensité du lien entre les piqueteros et leur base territoriale.

2. Limites floues du monde piquetero

Il ne faut pas s'étonner de ce que le monde des piqueteros ait des limites un peu floues, débordant la catégorie des seuls chômeurs. On a vu que des ouvriers en grève recouraient au barrage de route quand c'était nécessaire. Les lieux de travail perdaient de leur importance stratégique. Car à un niveau plus fondamental, la désindustrialisation rapide de l'Argentine dans les années 1990 explique le transfert de la lutte du terrain des lieux de production à celui de la circulation des marchandises et de la reproduction immédiate du prolétariat. La fraction encore salariée du prolétariat, on l'a vu, ne néglige pas ce facteur et utilise souvent la méthode piquetera dans la lutte contre les patrons ou l'Etat. La généralisation des barrages routiers correspond ainsi à l'orientation du capital argentin vers l'extérieur, à la primauté de la circulation de la valeur sur la production de plus-value fraîche, au désintérêt du capital mondial pour l'Argentine en tant que pôle possible d'accumulation de capitaux nouveaux.

Dès le départ, il y a eu de nombreuses passerelles entre les mouvements de chômeurs et le monde politico-syndical institutionnel (PJ, UCR, CGT) ou alternatif (CTA, gauchistes, syndicats divers). Et lorsque, en 1997, se forma l'Alliance, pour préparer les élections de 1999, le vote des chômeurs fut cultivé grâce à ces passerelles. La CTA était le relais syndical de l'Alliance, et elle avait une branche chômeurs, constituée par la FTV. Outre le rassemblement de voix pour

(66) Oviedo, *op. cit.*,
p. 82.

l'Alliance, l'objectif de la CTA était, selon Luis Oviedo, d'éviter que le « mouvement piquetero ne ruine la campagne électorale ... anti-piquetera de l'Alliance. La paralysie volontaire de la CTA durant la montée politique de l'Alliance provoqua un sérieux recul de la centrale syndicale alternative, qui ne participa pratiquement pas aux grandes luttes qui se déroulèrent dans les provinces de Corrientes, Tucumán et Jujuy » (66).

Les limites sont également floues en ce qui concerne la composition sociale des barrages de piqueteros. Il semble bien que c'était toujours les mêmes chômeurs de base qui assuraient la violence nécessaire à la mise en place et à la défense du barrage, qui se tapaient les permanences nuit et jour. Mais dans de très nombreux cas, ils étaient associés à d'autres catégories sociales (travailleurs, femmes au foyer, petits commerçants ou même petits patrons) avec lesquelles l'affrontement n'était qu'exceptionnel. L'association des chômeurs avec ces catégories sociales se faisait dans les assemblées dites « multisectorielles » ou « populaires » sur la base de la crise économique locale dont souffraient la région ou la ville concernées. Il y avait toutes sortes de passerelles entre le monde des piqueteros et ces autres catégories sociales, et on a vu les syndicats, les partis et l'Eglise jouer ce rôle plusieurs fois au détriment des chômeurs de base, qui se laissaient apparemment flouer par des accords mal ficelés et sans garanties entre les notables locaux et les autorités. Il n'empêche que c'est la lutte des piqueteros, au travers de ses victoires si partielles, qui a peu à peu engendré tout le système actuel d'assistance sociale public/privé, avec ses plans financés par le public mais gérés par le privé.

3. Les revendications des piqueteros

On a vu plus haut que les piqueteros n'étaient pas des acharnés de la politique, et qu'ils se défiaient des politiciens cherchant à exploiter le mouvement au profit de leurs organisations. Et cependant, comme on l'a vu aussi, ils finissaient toujours par se laisser représenter par un personnel politique couvrant pratiquement tout l'éventail de la vie politique argentine. Cela se retrouve dans les revendications posées dans les luttes piqueteras.

On peut y distinguer plusieurs niveaux :

– au niveau de la reproduction la plus immédiate, les piqueteros demandaient de la nourriture ou de l'argent. Dans le cas des *planes de trabajo* (que la revendication porte sur leur niveau ou sur leur nombre), on a vu que l'argent ne donnait pas toujours lieu à une contrepartie travaillée, de sorte que l'on peut bien parler ici de reproduction immédiate. A ce niveau, les représentants des piqueteros,

quels qu'ils soient, jouent le rôle d'un syndicat de chômeurs de base. La revendication demandant la distribution d'actions d'YPF est de la même nature. Ces actions avaient été promises au moment de la privatisation, et ce n'est que pour leur valeur que les piqueteros les réclamaient (pas pour intervenir dans les assemblées générales !) ;

- au niveau de la reproduction du capital, la revendication constante d'emplois « vrais » dans l'industrie place les intermédiaires des piqueteros dans une position de syndicat d'un type déjà plus fédéral, où la revendication d'un « vrai » travail doit tenir compte de l'état de l'économie et de l'entreprise supposée fournir ces postes de travail. La mise en place de travaux publics, le refus des licenciements s'inscrivent aussi dans cette catégorie, où les représentants des piqueteros jouent un rôle de hauts bureaucrates syndicaux, prenant le point de vue de la classe ouvrière dans son ensemble pour revendiquer une certaine politique économique ;

- au niveau de la reproduction de la société capitaliste dans son ensemble, les piqueteros demandaient des choses comme les renationalisations, l'appropriation et le réinvestissement contrôlé des revenus pétroliers dans une politique économique de développement autocentré, la rupture des rapports avec le FMI, le non-remboursement de la dette. Leurs représentants intervenaient là à un niveau politique très éloigné des motifs immédiats des conflits piqueteros, pratiquement comme des bureaucrates politiques.

Tout ça pour dire que la situation où se trouvaient les piqueteros mettaient en mouvement tous les niveaux d'intermédiation où les différentes factions du personnel politico-syndical pouvaient tenter leur chance dans la remise en marche de la reproduction capitaliste et gagner ainsi une place dans les cercles du pouvoir, quel qu'en soit le niveau.

4. Frange radicale

La question de l'objectif que s'assignent les organisations piqueteras est permanente dans le mouvement. S'agit-il d'obtenir des aides alimentaires et des emplois, « vrais » ou subventionnés, ou bien s'agit-il de poser les bases d'une société nouvelle en partant de la base ? Les grandes organisations piqueteras, celles qui sont liées aux partis et syndicats officiels (y compris comme on vient de le voir la CTA et le CCC) s'en tiennent à la première option. Ceux qui sont partisans de la seconde option sur le mode gauchiste (les trotskystes par exemple, qui critiquent l'idéologie d'assistance et le clientélisme sans fard des grandes organisations), considèrent les barages comme des soviets où se forge la conscience politique du prolétariat, mais ne peuvent cependant survivre qu'en participant au

jeu de la première option : être un maillon de moins en moins informel dans cette chaîne d'aide sociale, et donc défendre leur place vis-à-vis des autres organisations pour l'obtention de subsides de la part des autorités nationales ou municipales. Ils sont à leur tour critiqués par des piqueteros dits « autonomes », qui sont caractérisés par le fait qu'ils n'ont droit qu'aux miettes dans la distribution des aides. Ces autonomes constituent la frange radicale du mouvement piquetero. Ils vivent dans un équilibre précaire, tantôt revendiquant leur capacité à faire vivre des micro-entreprises de façon presque indépendante des aides, tantôt rejetant ces expériences comme micro-capitalisme qui reproduit une auto-exploitation dont ils cherchent à se débarrasser.

L'absence d'issue capable d'assurer la reproduction immédiate de ces prolétaires ne va pas sans un certain désespoir. Un membre du MTD Solano témoigne : « La situation de grande misère et de manque de ressources dans laquelle nous nous trouvons nous amène à dire : "Soit nous mourrons dans le quartier, soit nous mourrons au cours d'une marche ou d'un barrage routier." La mort est déjà installée ici, dans tous les sens du terme (67). » Mais par-delà ce désespoir, l'activité de ces « autonomes » illustre bien la *contrainte à l'expérimentation* dont nous parlions plus haut (p. 37) : les conditions de la lutte des classes imposent aux prolétaires de trouver des solutions à la marge de la reproduction capitaliste du prolétariat, des formes de vie qui sont en même temps dans et hors des conditions "normales" de la reproduction des prolétaires. C'est la base de la contestation des valeurs capitalistes revendiquée par les autonomes. Nous avons vu, par exemple, le cas d'une boulangerie où de nouveaux rapports entre les individus semblaient aussi importants que le pain produit.

J'ai essayé d'éclairer un peu cette question à propos du MTD Solano (p. 36) et d'identifier le contexte où naissent les pratiques sociales engendrant le discours sur l'horizontalité et le refus des chefs (la boulangerie sans personnel qualifié, les conflits avec les entreprises frigorifiques pour obtenir de la viande...). Ce sont des pratiques de crise qui reproduisent une misère encore plus grande que la gestion des *planes de trabajo*. Fatalement, même le MTD Solano est contraint de reproduire le système. Mais il le fait sous une contrainte à l'expérimentation qui caractérise l'activité de crise du prolétariat lorsque les relations normales entre les classes se bloquent. Dans le cas présent, cette contrainte s'exerce dans un contexte d'isolement marqué par rapport au reste du prolétariat, et en particulier par rapport au prolétariat productif. Une rupture plus profonde, englobant une large partie des salariés qui travaillent en-

(67) Cité in *Recueil de textes argentins*, novembre 2003. Mutines Séditions, BP 275, 54005 Nancy cedex.

core, multiplierait les initiatives de façon exponentielle à partir d'un affrontement plus frontal avec la classe capitaliste. Car la contrainte à l'expérimentation naît de cet affrontement où les prolétaires prennent possession d'éléments de la propriété capitaliste pour assurer leur reproduction immédiate (au sens strict de non médiée par la reproduction du capital constant, et donc aussi sans que l'élément pris en possession dicte automatiquement l'activité qui doit s'y appliquer : valoriser le capital en serrant des boulons, etc.). La question posée à Solano n'est pas simplement: quelle activité pourrions-nous avoir maintenant qu'il n'y a plus de travail ni assez de *planes de trabajo* ? Elle est d'abord : qu'est-ce qu'il est possible de récupérer sur la propriété pour assurer notre survie, que nous adapterons selon les moyens dont nous disposerons, et dont nous auront fait la conquête contre les capitalistes. Malheureusement, on ne dispose pas d'informations sur la façon dont les piqueteros ont résolu cette question : on ne sait pas d'où viennent les locaux et les équipements de la boulangerie et des cordonneries.

Un soulèvement général du prolétariat serait amené à se poser les mêmes questions, mais les réponses qu'il apporterait seraient d'une envergure qualitativement différente du fait de la possibilité de prendre possession de tout l'appareil de production et de circulation du capital, ou en tout cas d'une partie beaucoup plus large. Cela laisserait aux prolétaires une marge de liberté bien supérieure à celle dont disposait le MTD de Solano.

S'agit-il par exemple des cinquante jardiniers du MTD Anibal Verón ? « Cinquante chômeurs travaillent sans contremaître ni patron et consomment ce qu'ils produisent. Ils espèrent construire une économie alternative, avec un réseau de production et de distribution d'aliments qui se consolide et qui leur permette d'être indépendants des plans d'emplois (68). » On apprend ici deux choses : d'une part que nos jardiniers radicaux dépendent, pour le moment en tout cas, du système d'assistance sociale comme les gauchistes qu'ils critiquent. Ils sont sans doute moins bien servis, et se lancent dans une expérience de jardin collectif qui complète la faiblesse des aides qu'ils reçoivent. Le moteur de l'action, c'est alors la faillite du système d'aide sociale que constituent les *planes de trabajo* et toute la pyramide clientéliste qui les accompagne. D'autre part on apprend que leur objectif n'est autre que de se réinsérer dans le circuit économique par un « réseau de production et de distribution ». Avons-nous donc toujours la même limite, celle du micro-capitalisme ? L'un des jardiniers s'en défend, et déclare à Almeyra : « Nous essayons de lancer des projets de production qui ne soient pas des PME. Ce qui est fondamental, ce n'est pas de produire, ni la marchandise

(68) G. Almeyra, *op. cit.*
p. 175.

(69) *Ibid.*

(70) « Ce qui s'est passé d'essentiel... c'est que toutes les formes d'auto-organisation, d'autonomie, de récupération, d'assemblées ont immédiatement rencontré leur limite sous la forme d'une opposition et d'une contradiction interne les traitant comme perpétuation de la société capitaliste ». (*Meeting*, n° 2, septembre 2005.)

(71) Bruno Astarian, *Le Travail et son dépassement*, éd. Senonevero, 2001, ch VIII.

(72) « ¿ Que significa hoy ser piquetero ? », agence Lavaca, juin 2006.
<http://lavaca.org/seccion/actualidad/1/1376.shtml>

produite, mais comment on produit et les relations de travail horizontales. En outre, nous produisons pour notre propre consommation, pas pour la vente (69). »

Dans cette citation, l'échec du jardin est pratiquement annoncé par l'importance donnée à la manière de faire par rapport au résultat attendu. Je pense que cela va tout à fait dans le sens de ce que veut dire la revue *Meeting* sur l'opposition interne qui apparaît dans chaque projet « autonome » qui se forme (70). Avec ceci de plus qu'on voit ici concrètement comment se passe le mouvement de radicalisation : sur la base de l'échec d'une tentative autogestionnaire, les jardiniers commencent à envisager le rapport direct entre les individus comme premier vis-à-vis du rapport de production. On a vu la même chose avec la boulangerie de Solano. Ces relations horizontales ne vont pas vraiment au-delà de la nécessité économique, mais montre que les prolétaires essaient d'y échapper. Et, comme pour le confirmer, ils ajoutent qu'ils sont favorables à l'auto-consommation – ce qui est en contradiction avec leur projet de « réseau de production et de distribution », dont on voit mal comment il échapperait à l'échange.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de solution « communiste » dans un environnement capitaliste même en crise – il n'y a que la mise en place très progressive de la possibilité du communisme, à savoir les rapports directs entre les individus prolétaires sur la base de leur prise de possession d'éléments de la propriété capitaliste (71). Ce qui manque à nos jardiniers, c'est le développement de cette possibilité au travers de l'entrée de l'ensemble du prolétariat dans une « activité de crise » qui, englobant la totalité des moyens de production, inventera des solutions complètement différentes. Et quand je dis « ensemble de la classe », je parle au niveau mondial.

Un texte de l'agence Lavaca (72) donne un autre exemple de cette évolution des mouvements piqueteros radicaux. En juin 2006, les MTD de Allen et de Cipoletti ont décidé de changer de nom pour marquer leur volonté de changer de fonction. Désormais, ils se nomment respectivement Movimiento Social Descubrir et Movimiento Social Dignidad. Avant comme après, ce sont des groupes qui insistent sur l'initiative à la base, qui refusent de devenir de simples rouages de la machine d'assistance. Ils disposent d'ateliers – de tissage, de confection –, d'une garde-robe communautaire et d'une boulangerie. Ils ont le projet d'un centre de santé et d'une cantine. Ils considèrent les revendications comme des luttes défensives et prônent un développement horizontal autonome. La lutte contre le chômage n'est plus leur problème. Ils citent plutôt des ac-

tions de solidarité, comme le soutien aux professeurs ou aux entreprises récupérées. Ils citent aussi le cas de manifestations des deux groupes pour faire sortir des jeunes d'une maison de redressement. De ces manifestations, ils retiennent comme important qu'il n'y ait pas eu de barrage routier. A la place, des manifestations en ville assurent que le mouvement est plus en communion avec le reste de la société, et ça favorise l'approfondissement de la crise : « Tu montres ta radicalité et le questionnement critique aux institutions, les mettant en crise... ça engendre une nouvelle subjectivité dans le mouvement... Nous voulons que la société nous regarde différemment, qu'elle voie que nous sommes créatifs.... ».

S'ils veulent survivre, il leur faut une « nouvelle radicalité [*qui*] va venir d'une conception que nous ne sommes pas des chômeurs ». Leur militantisme doit avoir pour champ l'ensemble de la société, et pas seulement les chômeurs. Cet élargissement exprime le besoin de trouver en dehors du ghetto chômeur une dynamique plus créative, comportant plus de possibilités, s'appuyant sur de nouveaux rapports interindividuels. « Avoir un projet productif, ce n'est pas seulement produire des choses matérielles, mais principalement des relations sociales distinctes. C'est plus difficile que d'aller à un piquet ou brûler des pneus sur la route. »

Ce développement interactif peut-il se faire sans les aides de l'Etat ? C'est vrai qu'elles sont indispensables, « mais les camarades demandaient toujours plus et nous leur disons maintenant : "Si tu veux de la nourriture, tu vas à la mairie et ils vont t'en donner... Nous, nous parions sur un projet de vie, sur quelque chose de différent." » Et ils accusent Kirchner de noyer la radicalité du mouvement sous les aides matérielles !

La radicalité, la « nouvelle subjectivité », consiste donc pour les deux groupes à pratiquer un militantisme élargi visant à aider l'ensemble des secteurs sociaux en difficulté, mais avec encore moins de moyens que les autres MTD. Evidemment, ça suppose une forte dose de volontarisme, et l'idéalisme militant imprègne toutes les déclarations des membres du groupe. La cause en est que la reproduction immédiate que permet l'activité des deux groupes est plus difficile que dans un MTD « assistantialiste » normal. Ce « volontarisme militant » est vu par eux comme une subjectivité accrue, une interaction plus forte entre les individus pour le changement des rapports sociaux. En fait, il n'y a pas de changement des rapports sociaux, mais reproduction du prolétariat à la limite de l'impossibilité de sa propre survie. Dans un mouvement de révolution communiste, les solutions ou les initiatives des

groupes interactifs d'individus devront améliorer radicalement, et tout de suite, les conditions de vie des participants. C'est bien sûr une des conditions du succès de la révolution : résoudre la question matérielle et non pas lui tourner le dos, mettre fin à la misère, et non pas l'habiller de radicalité nouvelle. Cela ne signifie nullement reprendre le travail sur de nouvelles bases, mais rompre l'isolement des groupes d'individus interactifs par rapport à ces éléments de l'appareil de production qui permettront simultanément de résoudre la question matérielle et de mettre les rapports sociaux au cœur de chaque activité.

Produire pour changer les mentalités, pas seulement pour produire, disent les deux MSD. Leur limite sur ce point est qu'ils produisent à peine, et que les mentalités sont celles de camarades qui demandent toujours plus d'abnégation aux militants qu'ils sont. On peut déduire de ce passage sur les camarades trop gourmands que le changement de fonction que recherchent les deux groupes en changeant de nom vient de leur échec à se placer dans la chaîne d'assistance. Ils n'ont pas assez de *planes* pour satisfaire leur public, et ils en déduisent qu'il faut mettre la question matérielle au second plan. Ceci est tout à fait conforme à l'approfondissement de la crise vers la production de l'individu dénué de tout sauf de sa propre subjectivité, mais dans des conditions où la crise n'est pas dépassable dans un sens communiste.

L'activité de crise des piqueteros est fatalement bornée par la poursuite de la reproduction capitaliste ailleurs, en Argentine et dans le cycle mondial. Mais elle présente aussi les caractéristiques classiques de l'activité du prolétariat dans toutes les crises de son histoire : prise de possession d'éléments de la propriété capitaliste et très forte interaction sociale entre les individus, éléments qui sont à la base de la possibilité même de la révolution communiste. Dans le contexte argentin actuel, aucune autonomie, aucune horizontalité ne permettront à ces groupes de sortir de l'ornière où les met leur isolement par rapport au reste du prolétariat et à l'appareil de production. Et l'aspect « révolutionnaire » de leur activité pourrait tout aussi bien être désigné comme mécanisme « contre-révolutionnaire » de reproduction immédiate ou de micro-capitalisme. Cette ambiguïté est inévitable, fait partie du principe même de la reproduction du rapport capital/travail. Elle existera jusqu'au bout – mais dans le cas des piqueteros argentins, la balance ne peut que pencher du côté de la reproduction capitaliste. L'interactivité, la subjectivité des groupes piqueteros les plus radicaux ne nous donne qu'une idée très grossière de ce que sera le mécanisme de la crise qui produira le prolétariat capable de

briser l'ambiguïté, de faire pencher la balance du côté du communisme une fois pour toutes. Idée grossière mais sans doute la plus claire actuellement : la crise argentine frappe une section relativement avancée du capitalisme mondial et cela donne lieu à des pratiques prolétariennes de crise qu'il faudrait étudier sous leurs autres aspects (trocs, assemblées, récupérations d'entreprises), de façon plus complète (73).

(73) Voir *L'Argentine de la paupérisation à la révolte, une avancée vers l'autonomie*, op. cit.



ANNEXES

Les organisations piqueteras

(74) Guillermo Almeyra, *Rébellions d'Argentine, Tiers Etat, luttes sociales et autogestion*, éd.Syllepse, 2006, p. 220.

(75) Jefes y Jefas : créé en avril 2002, ce programme d'aide aux familles dont le (ou la) chef(fe) est au chômage, prévoit un montant de 150 pesos par mois, contre quatre à six heures de travail (pour la municipalité par exemple).

Liste établie par Guillermo Almeyra (74).

◆ Alliance des « possibilistes » :

Federación Tierra y Vivienda (Fédération terre et logement), dirigée par Luis d'Elía. Elle appartient à la Confederación de Trabajadores Argentinos (Confédération des travailleurs d'Argentine), elle a des liens avec l'Eglise catholique et avec le président Nestor Kirchner. Elle est celle qui détient le plus de plans Jefes y Jefas (75).

◆ Corriente Clasista y Combativa (Courant de classe combatif) : lié au Parti communiste révolutionnaire, maoïste.

Son leader à La Matanza est Juan Carlos Alderete. Il forme une alliance avec la FTV, compte 150 000 affiliés et gère 100 000 *planes de trabajo*. La base de cette alliance se trouve à La Matanza, mais elle est forte aussi dans les provinces de Buenos Aires, Santa Fe, Formosa, Chaco, Córdoba, Santiago del Estero, Tucumán, Salta, Jujuy et Chubut.

◆ Bloc piquetero (les « durs ») :

c'est une alliance formée par le Pôle ouvrier (lié au Parti Ouvrier) et que dirige Nestor Pitrola, le Movimiento Teresa Rodríguez (MTR) que dirige Roberto Martino, de La Matanza, le Movimiento Territorial de Liberación (MTL) affilié à la CTA et lié au Parti communiste, la Coordinadora Urbana Barrial (CUBA, Coordination urbaine de quartiers), guévariste, liée au Parti révolutionnaire de libération, la Federación de Trabajadores Combativos (Fédération des travailleurs combattifs, influencée par le MAS, trotskyste, mais aussi par Convergence socialiste et le FOS, Front ouvrier socialiste, tous les deux trotskystes, d'une autre tendance), Barrios de Pie (Quartiers debout), lié au parti Patria Libre, un secteur de la Coordinadora Anibal Verón, le Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados de Prensa (Mouvement indépendant des retraités et pensionnés de la presse), de Raúl Castells, en plus du Movimiento Sin Trabajo Teresa Vive (Mouvement sans travail Teresa vivante), lié au Mouvement socialiste des travailleurs, trotskyste, le MTD Resistir y Vencer (Résister et vaincre) et le Frente Barrial 19-de-Diciembre (Front des quartiers 19-décembre), tous deux proches de la CTD.

Cette alliance compte à peu près 50 000 affiliés et contrôle près de 30 000 plans Jefes y Jefas. Sa base se trouve dans la capitale fédérale, le grand Buenos Aires, Mar del Plata, La Plata et dans les provinces du Chaco et de Córdoba.

◆ Les autonomes :

Anibal Verón est une alliance entre la Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CTD, Coordination des travailleurs au chômage), dirigée par Nicolas Lista, et le Movimiento de Trabajadores Desocupados (MTD), dirigé par Juan Cruz Dalfunchino.

La CTD a des liens avec Quebracho, des militants péronistes insurrectionnels et, comme la Anibal Verón, elle s'abstient de voter aux élections. Cette alliance est forte à La Plata et dans le grand Buenos Aires.

Le MTD compte environ 10 000 membres dans tout le pays et la CTD la moitié ; ces deux organisations ensemble gèrent 9 000 plans Jefes y Jefas.

◆ Les « petits » :

finalement, il y a beaucoup de groupes locaux, plus petits, qui s'occupent surtout, comme les autonomes, de réaliser des projets productifs de quartier.

Par exemple, la Unión de Trabajadores Desocupados (UTD, Union des travailleurs au chômage), de Berisso et Ensenada, le Movimiento de Unidad Popular (MUP, Mouvement d'unité populaire) de Florencio Varela et La Plata, la Unión de Trabajadores en Lucha (UTL, Union des travailleurs en lutte) et la Unión de Trabajadores Desocupados y Ocupados (UTDO, Union des travailleurs occupés et inoccupés), qui ont été membres du Bloc, les autonomes MTD de Moreno et La Matanza (celui de Toty est le seul qui refuse de recevoir des plans et des provisions), les MTD de Mataderos et La Boca, qui sont sortis de Barrios de Pie, le Movimiento Sin Trabajo (Mouvement sans travail) de La Matanza, le MTD La Florida, le MTD Ituzaingo, le Frente de Desocupados Unidos (FDU, Front des chômeurs unis), l'Unión de Trabajadores Piqueteros (UTP, Union des travailleurs piqueteros), le MTD Evita, et le Frente de Desocupados Eva Perón (Front des chômeurs Eva Perón).



Index des sigles

ATE : Asociación de Trabajadores del Estado, syndicat des fonctionnaires
ATEN : syndicat des fonctionnaires du Neuquén
CCC : Corriente Clasista y Combativa, bras syndicaliste/piquetero du PCR
CGT : Confederación General del Trabajo
CTA : Central de los Trabajadores Argentinos, centrale syndicale alternative fondée en 1992.
CTD : Coordinadora de Trabajadores Desocupados
Frenapo : Frente Nacional contra la Pobreza
Frepaso : Frente País Solidario : parti politique fondé en 1995.
FTC : Frente de Trabajadores Combativos
FTV : Federación Tierra y Vivienda, branche piquetera de la CTA
Futrade : Frente Único de Trabajadores Desocupados
MAS : Movimiento al Socialismo
MIJP : Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados de Prensa
MMD : Movimiento de Mujeres Desocupadas
MTD : Movimiento de Trabajadores Desocupados
MUP : Movimiento de Unidad Popular
PCR : Partido Comunista Revolucionario : maoïste, fondé en 1966
PJ : Parti Justicialiste, peroniste
PO : Partido Obrero, trotskyste
PTP : Partido del Trabajo y del Pueblo
UCR : Unión Cívica Radical
UTD : Unión de Trabajadores Desocupados
YPF : Yacimientos Petroleros Fiscales, société pétrolière nationale vendue en 1999 au groupe espagnol Repsol

**Au pont Pueyrredón,
en novembre 2004.**



BROCHURES DISPONIBLES

Présentation du réseau « Echanges et mouvement »
(décembre 2006, 1,50 euro)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations Correspondance ouvrière et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial
(mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitruavail »
Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le III^e Reich
Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

**Pour une compréhension critique du mouvement
du printemps 2003** (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité
suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXI^e siècle,
Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian
(mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick
(mai 2003, 2 euros)

**L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée
vers l'autonomie** (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,
présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

**Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone,
1936-1938**, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

**Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes
sur les États-Unis**, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, G. Bad
(octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, G. Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue (septembre 1999, 1,50 euro)

**Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et
classe.** Trois textes d'Anton Pannekoek,
précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes
de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages
et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

ECHANGES
BP 241
75866 PARIS CEDEX 18
FRANCE

DESTINATAIRE

3 euros